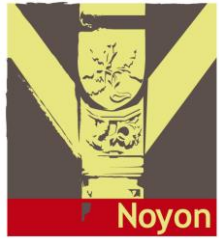


Société
Historique
Archéologique
Scientifique



Etudes

Noyonnaises

Bulletin de la
SOCIÉTÉ HISTORIQUE
ARCHÉOLOGIQUE
ET SCIENTIFIQUE
DE NOYON

Noyon au temps
de Louis XIV

La poste
à Noyon

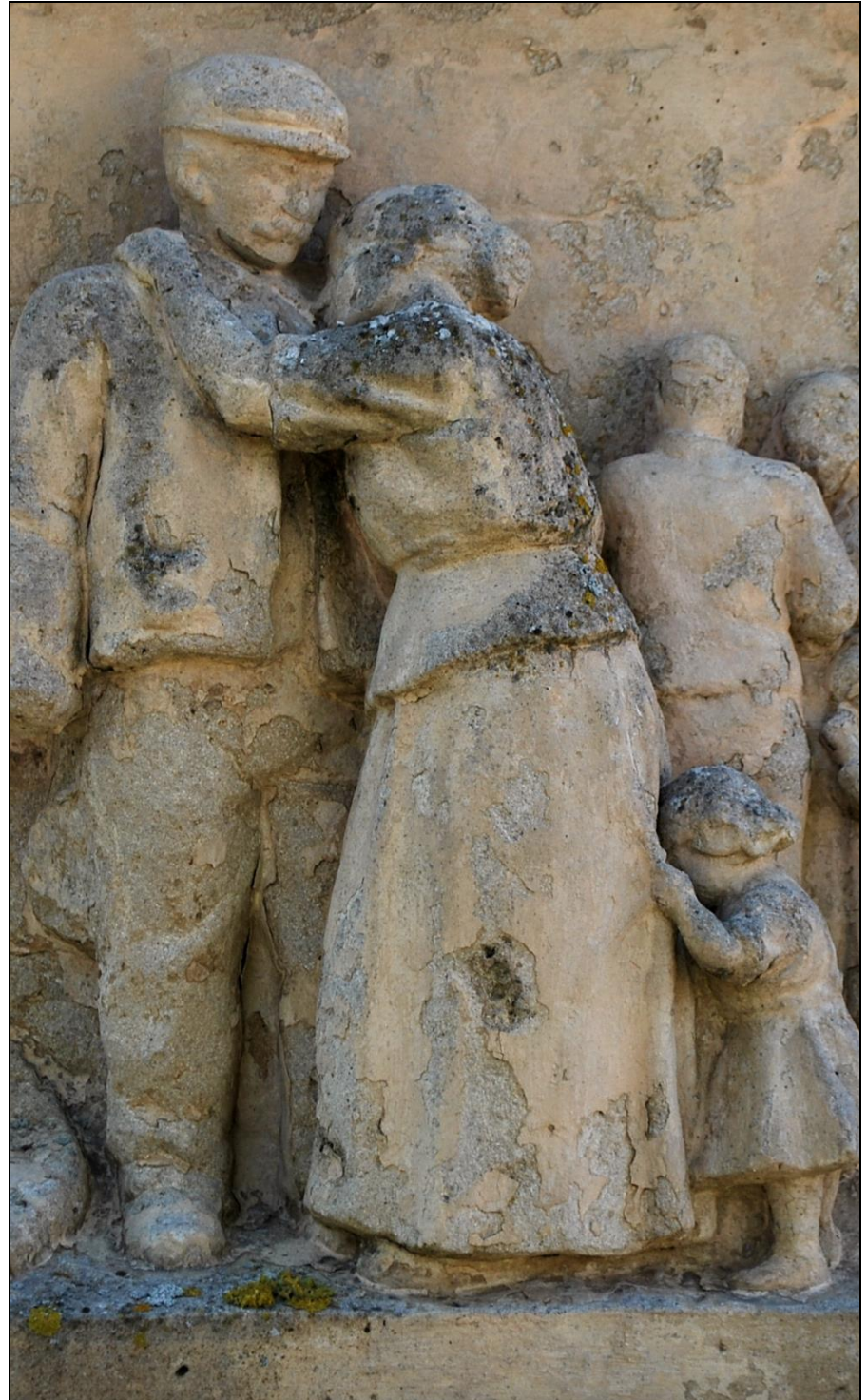
Emile Leullieux

Le monument aux
morts de Marquéglise

Jules Hardy

Vitraux et guerres
mondiales dans l'Oise

Mars 2016
n°288



Nouvelles de la Société Historique
Ephémérides noyonnaises

Jules Auguste Hardy, vétéran de 1870

*par le docteur Jean Lefranc
vice-président de la Société Historique de Noyon*

Les archives familiales recèlent parfois des documents qui s'inscrivent dans l'histoire nationale. La redécouverte des papiers militaires de Jules Auguste Hardy nous replonge dans la guerre de 1870....

De Reims à Noyon

Jules Auguste Hardy naît le 15 février 1847 à Gespunsart par Nouzonville (Ardennes).

Il est le fils de Joseph Hyppolite Hardy, né en 1816, Brigadier des Douanes, et de Marie Catherine Hubert, née en 1816 (âgés tous deux de 31 ans).

Il devient chef de bureau de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est¹. Dépendant militairement du Bureau de recrutement de Mézières², il est mobilisé comme maréchal des logis au 4^e Régiment de Dragons, le 17 juillet 1870 lorsque la guerre éclate avec le Royaume de Prusse.



Jules Hardy (1847-1932)

Vétéran de la guerre, il est noté habitant au n°1 rue Commercy, à Reims (Marne) en 1882. Il épouse, à Annelles, le 30 décembre 1882, Marie Anna Bechecloux, née à Annelles par Juniville (Ardennes) le 27 mai 1861. Elle est fille du boulanger Jean Baptiste Bechecloux, âgé de 35 ans, et de Jeanne Hubertine Anastasie Mézières, âgée de 21 ans.

¹ La Compagnie de l'Est fut créée en 1845 sous le nom de Compagnie du Chemin de fer de Paris à Strasbourg. Avec les six autres Compagnies de chemin de fer, elle fut nationalisée le 1^{er} janvier 1938 pour former la Compagnie des chemins de fer français (SNCF). Après 1871, elle est amputée de la partie alsacienne et mosellane.

² Charleville-Mézières (Ardennes).

De cette union naît une fille, Jeanne Hardy (1884 - 1969) qui épousera Maurice Henriquet (1882-1934), entrepreneur de peinture à Noyon.

Jules Hardy et sa femme déménagent alors à Noyon retrouvent leur fille sans doute en raison de la déclaration de guerre et de la mobilisation de leur gendre. Une carte d'identité, établie à Noyon, le 10 avril 1917, signale qu'ils habitent au n°11, place de l'Hôtel-de-Ville de Noyon depuis août 1914.

En 1918, des sauf-conduits délivrés par le Grand quartier général des Armées notent cette même adresse. Jules Hardy décède, à Compiègne (Oise), 11, rue du Petit-Canal, le 25 avril 1932, à l'âge de 85 ans³. Son épouse, quant à elle, décède à Noyon le 9 décembre 1949, à l'âge de 87 ans.

Ils sont inhumés dans une tombe creusée au cimetière des Sablons de Noyon en 1933, par F. Briquet, avec une pierre tombale en granit gris bleu des Vosges.



*La Maison Henriquet (2^e en partant de la gauche)
place de l'Hôtel-de-Ville*

³ Constat du docteur Menil-Pfeiffer de Compiègne (« Congestion pulmonaire »).

Le combattant

La guerre franco-prussienne

Jules Auguste Hardy, du bureau de recrutement de Mézières (N°249, classe 1867) est appelé au 4^{ème} Régiment de Dragons le 20 octobre 1868, à l'âge de 21 ans.

La Dépêche d'Ems⁴ du 13 juillet 1870 sert de prétexte à la déclaration de Guerre à la Prusse le 19 juillet. Jules Hardy est mobilisé⁵ le 17 juillet 1870, à l'âge de 23 ans, comme maréchal des Logis dans le 4^e Régiment de Dragons⁶ qui dépendra du 3^e Corps d'Armée⁷, Division de cavalerie du général Clerembault, colonel Lornat).

Il ne participe pas aux premiers combats autour de Sarrebourg, à partir du 2 août 1870, ni à la retraite de Wissembourg. Le maréchal de Mac-Mahon⁸ atteint le 8 août Sarrebourg et abandonne les Vosges pour se retirer sur Châlons. Le général Cambriels commandant l'armée de l'Est, qui était fort disparate et manquait d'artillerie, de cavalerie et d'ambulances, décide le 13 août d'abandonner les Vosges et de retraiter vers Besançon.

Le 9 août, l'empereur place les 2^e, 3^e et 4^e Corps, avec la Garde impériale sous les ordres du maréchal Bazaine qui s'établit sur la rive gauche de la Nied (à l'est de Metz). Ils sont face aux Allemands regroupés (300 000 Allemands) dès le 12 août.

Sur les ordres de l'Empereur, le 14 août, à l'est de Metz, le 3^e Corps, son unité, commandée par le

général Decaen⁹ s'apprête à se retirer au-delà de la Moselle. Ils ne sont pas prêts à temps et ne partent qu'à 4 heures. Ils sont attaqués par la 26^e brigade allemande (Von der Goltz), dépendant de la 1^{ère} Armée allemande, chargée de poursuivre la retraite des Français. Le combat fut violent jusqu'à la tombée de la nuit et vers 21 heures, le 3^e corps peut de nouveau traverser la Moselle vers la rive gauche. Ce fut la bataille de Borny-Colombey¹⁰. Les Français perdirent 3 600 hommes (377 morts, 2 641 blessés et 490 disparus) pertes inférieures à celles des Allemands. Jules Auguste Hardy a son cheval tué sous lui. Le général Decaen, blessé, devait mourir le 17 août. Les blessés furent soignés par les habitants. *« Il y eut tant de morts, ils étaient si nombreux que les derniers tués restaient debout empêchés par leurs voisins de tomber sur le sol... »* Même le maréchal Bazaine avait reçu à l'épaule un éclat d'obus... Les Français restaient maîtres du champ de bataille, mais le départ commencé pour gagner Verdun était retardé de vingt-quatre heures. Le 16 août, l'armée française du Rhin se trouve sur le plateau de Gravelotte. Napoléon III, qui s'y trouvait au milieu de ses troupes, le quitte le 14 en désirant joindre ses soldats à ceux de Mac-Mahon à Châlons-sur-Marne. Le maréchal Bazaine ralentit ce départ et, comme les ponts sur la Moselle ne sont pas coupés vers Pont-à-Mousson, les Allemands reprennent leur attaque (général de division Von Alvensleben) dès 9 heures du matin. Les fantassins français surpris par l'artillerie allemande, doivent reculer vers Rezonville. Le 3^e Corps d'Armée s'y trouve (général Lebœuf¹¹) avec le 6^e et la Garde Impériale. C'est alors que cinq escadrons de cavalerie de la garde Impériale font

⁴ Le chancelier Allemand Bismarck envoie à toutes les ambassades un commentaire sur les rapports entre le roi de Prusse et la France, considéré par Napoléon III comme provocant...

⁵ Il nous donnera lui-même les étapes guerrières qu'il connaîtra.

⁶ In « Wikipédia », le 4^e Dragon a été fondé en 1667 sous le nom Beaupré-Cavalerie. Il fut reconstitué en 1825. Il s'agit d'un régiment de cavalerie de Ligne (lanciers et dragons). Les Dragons se déplacent à cheval, mais se battent à pied. Il n'est cité, en 1870 que dans certains combats de l'Armée de la Loire, puis, avec l'armée versaillaise contre la Commune de Paris...

⁷ Le 3^e Corps d'armée est réuni autour de l'empereur NAPOLEON III, qui le place sous le commandement du général François Achille Bazaine (1811-1888) jusqu'au 12 août 1870. Il rassemble les militaires venant de Paris, Metz et Nancy, soit : 1 704 officiers, 41 584 hommes et 9 810 chevaux.

⁸ Maréchal comte de Mac-Mahon, duc de Magenta (1808-1893).

⁹ Le général Claude Théodore Decaen (1811-1870) remplace le maréchal Bazaine qui prend le commandement d'une Armée du Rhin.

¹⁰ Cette bataille fut considérée comme la preuve de la coûteuse désobéissance du maréchal Bazaine qui désirait s'enfermer dans Metz et refusait de retraiter vers Verdun.

¹¹ Le général Edmond Le Bœuf (1809-1888), chef d'Etat-major de l'armée du Rhin, doit remplacer le général Decaen décédé au combat. Il fut l'un des plus actifs, devant la commission d'enquête gouvernementale, à rendre responsable le maréchal Bazaine de la capitulation de l'armée du Rhin.

une magnifique charge, désastreuse par la perte¹² de la moitié de ses officiers et plus du tiers de ses hommes. Bazaine a enfin rejoint ses combattants et manque alors d'être fait prisonnier, avec son Etat-major. Ils doivent faire usage de leurs sabres. Il est sauvé par les Grenadiers de la Garde. Les Prussiens sont obligés de reculer... Les cavaliers allemands de Von Bredow¹³ tentent alors une charge violente, mais sont refoulés par les fantassins français¹⁴. Le maréchal Bazaine arrête la contre-offensive française qui eût écrasé les Allemands en pleine déroute. Le prince allemand Frédéric-Charles¹⁵, commandant en chef de la II^e Armée allemande rejoint ses troupes vers 5 heures de l'après-midi et veut lancer une attaque. Ses troupes épuisées sont écrasées et doivent retraiter. Le maréchal Bazaine ne décide pas de les poursuivre. Mais une terrible bataille de 8 000 cavaliers allemands et français où intervint la cavalerie du III^e Corps d'Armée fut héroïque, sous les ordres du général Clérambault. « *La mêlée est indescriptible. Au milieu de cette poussière qui aveugle, on n'y voit plus ; les sabres frappent sans relâche, tuent presque au hasard.* ». Et les Français restèrent maîtres du terrain.

Les combats furent encore énergiquement poursuivis par Allemands et Français et ne cessèrent autour de Rezonville¹⁶ que vers 10 heures du soir. Ce fut la bataille de Mars-La-Tour-Rezonville. En fait : 136 000 Français luttèrent contre 91 000 Allemands et perdirent chacun près de 17 000 combattants hors de combat, dont 4 500 tués. Si le maréchal Bazaine avait poursuivi la lutte, une victoire décisive était possible, mais il fit retraiter encore vers Metz.

Le 16 août l'armée allemande occupe la route de Metz à Verdun et le général Bazaine, malgré une excellente position après la bataille de Mars-La-Tour, n'a pas poursuivi les Allemands en déroute. Il se retire à l'ouest de Metz. Le 18 août à huit heures Helmut Von Moltke attaqua avec les I^{ère} et II^e Armées les positions françaises entre Rozérieulles et Saint-Privat. 200 000 Français sont opposés à

180 000 Allemands et leur formidable artillerie. Le 3^e Corps est à Gravelotte et le général Le Bœuf prévient le maréchal Bazaine des mouvements de l'ennemi. Les Français résistent, mais l'artillerie allemande (300 canons) anéantit les troupes du général Canrobert¹⁷ dans Saint-Privat alors qu'il doit faire face à 30 000 Prussiens (et Bazaine refuse de lui donner des renforts qui sont disponibles). A 22 heures, les furieux combats aux corps-à-corps s'arrêtent et Bazaine se replie dans Metz. Les Français ont eu 13 000 hommes hors de combat, dont 589 officiers, 1 200 hommes tués et 6 000 disparus.



L'armée du Rhin est encerclée car le maréchal refuse de reprendre le combat... Les Allemands coupent la voie ferrée et le télégraphe ; la bataille de Saint-Privat, d'Amanvillers ou de Gravelotte¹⁸ est terminée. Le siège de Metz commence.

Entre le 26 août et le 1^{er} septembre, les dragons sont à Noisseville (Moselle) et Servigny-Les-Raville (Moselle) où ils essaient de traverser les troupes allemandes du prince Frédéric-Charles. Au début les Français réussissent, mais, le 1^{er} septembre, ils sont repoussés dans Metz en ayant perdu 3 379 soldats et 145 officiers...La bataille de Noisseville est terminée.

¹⁷ François Certain Canrobert (1809-1895)

¹⁸ Lors d'une pluie drue, on dit, en France : « *Il pleut comme à Gravelotte.* » en souvenir de l'énorme usage des artilleries des deux camps. Gravelotte par Ars-sur-Moselle (Moselle).

¹² 22 officiers et 244 sous-officiers et soldats restent sur le champ de bataille.

¹³ Anatole Von Bredow (1859-1941) commandait la cavalerie Allemande.

¹⁴ Les Allemands l'appelleront la « *Chevauchée de la mort.* » Sur deux régiments il ne reste que 13 officiers et 150 hommes.

¹⁵ Frédéric Charles de Prusse (1828-1885) avait pour mère la sœur de l'épouse de Guillaume 1^{er}.

¹⁶ Rezonville par Ars-sur-Moselle (Moselle).

Le siège de Metz par la II^e Armée prussienne

Comme l'avait désiré le Maréchal Bazaine, l'armée du Rhin est enfermée dans Metz jusqu'au 30 octobre 1870. Les fortifications de Metz avaient été renforcées et une deuxième ligne de fortifications avait été créée. Le 23 août, le maréchal Mac-Mahon quitte Chalons pour rejoindre l'armée du Rhin, mais il est arrêté à Sedan le 1^{er} septembre. Le lendemain, Napoléon III capitule avec 39 généraux, près de 100 000 soldats, 419 à 500 canons, 6 000 à 10 000 chevaux, 553 pièces de campagne et 66 000 fusils (le fusil Chassepot). 15000 malades ou blessés dans les hôpitaux et un rationnement de l'eau et des vivres obligent le 27 octobre à signer la capitulation.



Le maréchal Bazaine se rend le 28 octobre, livrant près de 180 000 soldats, 1 660 canons, 3 millions d'obus, 23 millions de cartouches et un matériel considérable. L'armée régulière impériale n'existe plus.



Le maréchal Bazaine refusait de se rallier au Gouvernement de la Défense nationale par haine de la République. En 1874, il passe en Conseil de Guerre et est condamné à mort pour trahison. Le maréchal-président Mac-Mahon le gracie et il meurt exilé à Madrid en 1888, assassiné par un Français.

Le maréchal des Logis Jules Auguste Hardy est fait prisonnier le 27 octobre 1870. 400000 Français furent capturés en six mois et emmenés en Allemagne. Ils sont répartis dans 242 sites mal équipés et souffriront du froid (n'ayant que leur équipement d'été). Ils seront suivis par : « Le Comité international de secours aux prisonniers de guerre. » constitué à Bâle par le Comité international de la Croix Rouge (Convention de Genève de 1864) et utilisant l'emblème de la Croix Verte.

Il ne donne pas de renseignement sur cette période (transfert en Allemagne ?). Les rapatriements commencèrent en mars 1871. Un an après le début de la guerre, il n'y avait plus un seul prisonnier en Allemagne. Il est libéré le 21 juillet 1871. Il passe dans la Réserve de l'armée active le 30 juin 1873. Il est libéré du Service militaire le 1^{er} juillet 1893, à l'âge de 46 ans.

Le vétéran

Que pouvaient penser ces prisonniers de guerre, déçus, se souvenant des combats très durs et des dangers vécus. La France avait perdu 139 000 morts (dont 23 500 de la variole¹⁹) On retrouvera une grande rancœur contre les Allemands avec une idée de revanche. Et puis comment punir tous ceux qui avaient abusé de leur sens du sacrifice : officiers supérieurs incapables et même abandon

¹⁹ Les Prussiens étaient vaccinés, mais pas les Français.

de tous lors de l'insurrection parisienne des Communards. Eux ils ont risqué leur vie sur les champs de bataille.

Le traité de Francfort²⁰ impose l'entretien des sépultures militaires. Celles des Français,

²⁰ Adolphe Thiers (1797-1877), chef du gouvernement signe, le 26 février 1871, avec le chancelier impérial Otto Von Bismarck, les préliminaires de Versailles. Le Traité de Francfort est signé le 10 mai 1871. L'Alsace-Lorraine

concessions perpétuelles, sont entourées d'une grille et portent le cartouche : « *Tombe militaire-Loi du 4 avril 1873.* »

Dans leurs villages qu'ils vont retrouver l'année suivante, ils sont accueillis comme les héros qu'ils ont été. Mais à l'échelon national on oublie leurs mérites. A partir de 1890 ils revendiquent une médaille spécifique. Les soldats des combats coloniaux depuis 1885 sont tous honorés par des médailles (Tonkin, Madagascar, Dahomey, Chine et Maroc).

Les anciens combattants de 1870-1871 se sentent victimes d'une injustice. Partout des sociétés désirent « obtenir des récompenses honorifiques. » De nombreuses Associations créent des médailles souvenir. En 1904, Jules Auguste Hardy reçoit une Médaille d'honneur.

Pour les survivants, des secours mutuels apparaissent sous forme de Sociétés. La Société des retraites des Vétérans des armées de terre et de mer de la guerre de 1870-1871 est créée le 1^{er} janvier 1893 sous la présidence du Général de Division Jeanningros²¹.

Elle prend pour devise : « OUBLIER...JAMAIS !.. » Dans les statuts on peut lire : « *Le guet-apens infâme, depuis cyniquement avoué, l'imprévoyance gouvernementale, la fatale désunion et l'odieuse trahison ont fait de nous des vaincus, et que les pages glorieuses d'audacieuse témérité et d'héroïque bravoure sont de beaucoup les plus nombreuses dans ce chapitre terrible de notre histoire que nous avons vécu stoïquement et dont le souvenir assombriera toutes les mémoires fermement françaises, jusqu'au jour des luttes suprêmes, fatalement inévitables, qui rendront à la France immortelle son entière intégralité, sa complète indépendance.* »



C'est ce que pensent tous les Vétérans...

Ils seront pensionnés après dix ans de cotisations de 12 francs (Sociétariat) grâce au partage des intérêts de l'exercice précédent.

Jules Auguste Hardy versa sa cotisation²² de vétéran de 1901 à 1910. Il toucha une allocation de 14 francs de février 1911 à mai 1931.

Jules Auguste Hardy demande en décembre 1930 au député Fournier-Sarlovèze²³ d'intervenir auprès du Ministre des pensions pour obtenir la carte du Combattant²⁴.

est annexée à l'Allemagne. Une indemnité de guerre de 5 milliards de franc-or doit être versée en trois ans. En 1871-1873, Thiers sera le deuxième président de la République.

²¹Le Général Pierre Joseph Jeanningros (1816-1902) commanda souvent la Légion étrangère (en particulier au Mexique). En 1867, il commande la 1^{ère} brigade de la 2^{ème} Division d'infanterie de la Garde Impériale. Retraité en 1882, il est nommé inspecteur général des Bataillons scolaires...

²² Livret (payé 1 franc lors de l'adhésion) N° 246.681.

²³ Robert Fournier-Sarlovèze (1869-1937), maire de Compiègne de 1904 à 1935, conseiller général, puis député en 1910 et en 1919.

²⁴ § Article 5 du décret du 28 juillet 1927 relatif à la carte du Combattant.

Après décision favorable du Ministre des pensions (lettre du 23 décembre 1931, le Conseil départemental de l'Oise (Beauvais), le 18 novembre 1931, lui délivre la carte du Combattant.

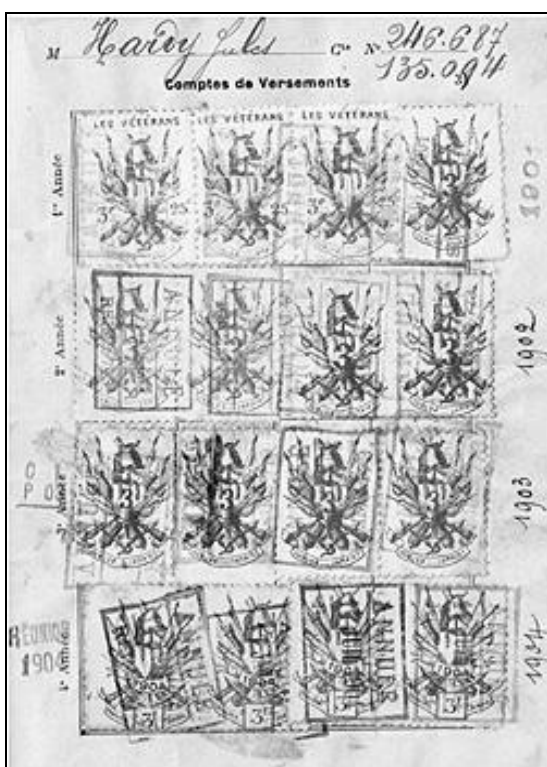
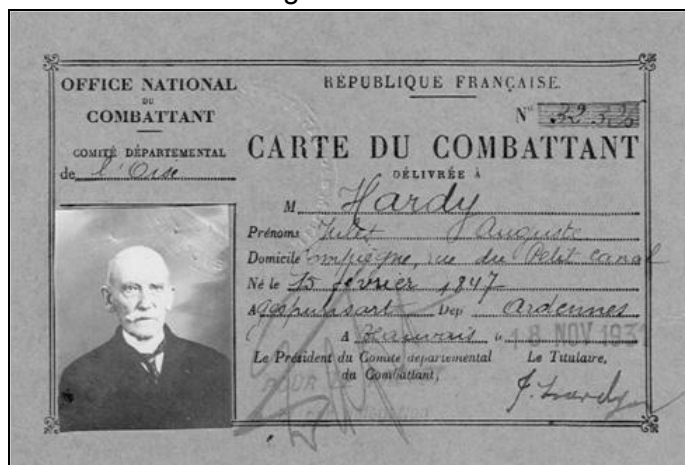


lui décerne la « Médaille Commémorative de la campagne de 1870-1871²⁷ ».

Cette médaille de bronze, gravée par Georges Lemaire, représente une Marianne casquée sous les traits de Fernande Dubois, artiste de l'Opéra-comique. « Aux défenseurs de la Patrie « 1870-1871 », ses bandes vertes et noires symbolisent l'espérance et le deuil.

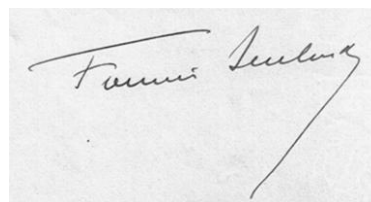


Le brevet numéroté²⁸ est enregistré à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.



Il faudra attendre la loi du 9 novembre 1911²⁵ pour que soit créée une Médaille Commémorative (grâce à l'initiative du sénateur Maurice Berteaux²⁶). Un diplôme du Ministère de la Guerre du 18 juin 1931

Ils seront d'autant plus oubliés que ces soldats méritants, mais malheureux, seront bientôt en face de la gloire qui honorera les poilus qui rendront à la France l'Alsace et la Lorraine...



²⁵ En 1911, il y avait encore 150 000 survivants.

²⁶ Maurice Berteaux (1852-1911) était, à cette époque, ministre de la Guerre.

²⁷ Signé lieutenant-colonel Georges Lestien, sous-chef de cabinet du Ministre de la Guerre.

²⁸ 358 000 ont été enregistrées.

Noyon et sa région au temps de Louis XIV Un grand siècle de fer

par Gérard Hurpin, maître de conférences honoraire

En 1697, Louis XIV ordonna à chaque intendant des provinces de France de rédiger un mémoire descriptif de la circonscription dont l'administration lui était confiée. Joseph Sanson était alors intendant de Soissons ; il exécuta donc la tâche qui venait de lui être attribuée ; or Noyon et sa région étaient compris dans la généralité de Soissons, voilà pourquoi le mémoire de Sanson abonde en renseignements concernant le Noyonnais. L'importance et la nouveauté de cette enquête impressionnèrent les contemporains : car il ne s'agissait rien de moins que d'obtenir à peu près au même instant une vue de tout le royaume du point de vue géographique, ecclésiastique, judiciaire, financier, économique et militaire. Les gens d'importance ainsi que les savants cherchèrent bientôt à se procurer des copies de ces documents destinés à l'origine à l'instruction du jeune duc de Bourgogne, appelé un jour, pensait-on, à accéder au trône de France. On en fit des collections dont un assez grand nombre est parvenu jusqu'à nous.

Vers 1870, des historiens prirent conscience de l'intérêt que présentaient ces ensembles documentaires ; aussi le Comité des travaux historiques et scientifiques en entreprit-il l'édition critique et commentée. Arthur Michel de Boislisle donna au public le Mémoire de la généralité de Paris avec une maestria qui ne sera peut-être jamais dépassée²⁹. La collection entra en léthargie jusqu'à sa reprise en 1975. En 2010 parut l'édition du mémoire de la généralité de Soissons qui couvrait à peu près la Picardie orientale à la réserve de la région de Compiègne, englobée dans la généralité de Paris³⁰. Ce mémoire apprend que Noyon et son élection (circonscription fiscale) comptait 135

communautés d'habitants – Noyon comptant pour une seule – réparties sur 860 km² où vivaient environ 12 500 familles soit environ 50 000 habitants, ce qui en faisait une des régions les plus densément peuplées de France avec 60 habitants au km². En 1698, la ville de Noyon renfermait 4 500 âmes, celles de Chauny, Ham, et Nesle, respectivement 3 000, 1 400 et 1 100 ; c'est assez dire l'exiguïté de ces cités en comparaison de ce que nous appelons aujourd'hui « villes ». Il ne leur manquait pourtant aucune des fonctions urbaines : administration, religion, défense et commerce.

Selon l'intendant Sanson : « Il n'y a point de forêt dans cette élection, mais seulement plusieurs buissons considérables en taillis où il se façonne des bois et des charbons qui se transportent à Paris par la rivière d'Oise. Les terres y sont très bonnes et de grand rapport... Il y a de belles prairies le long du cours de

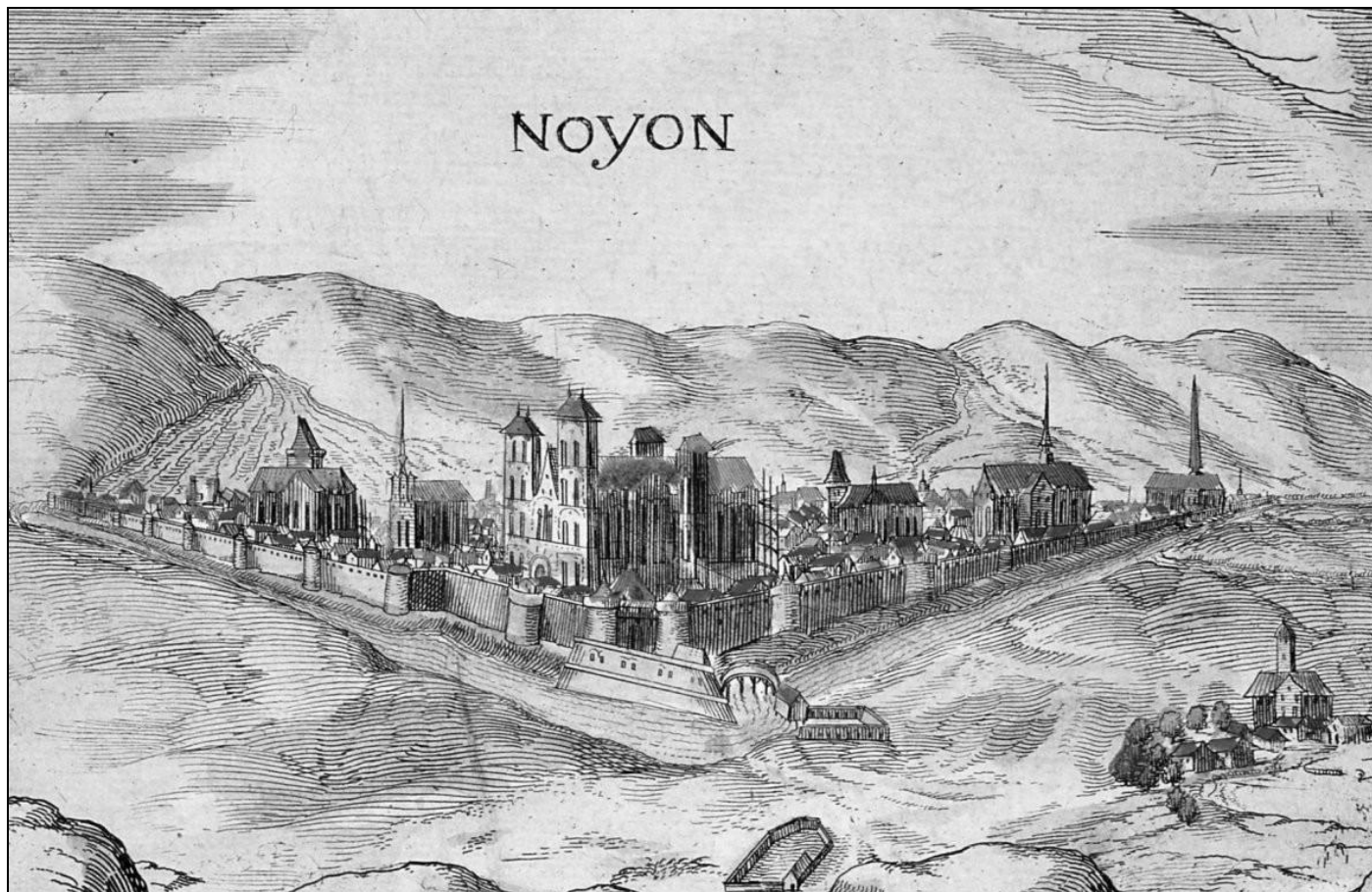
²⁹ Arthur M. de Boislisle, *L'intendance de Paris à la fin du XVII^e siècle*, réimpression, Paris, CTHS, 2008, 2 vol. Très nombreux renseignements sur Compiègne et sa région.

³⁰ Gérard Hurpin, *L'intendance de Soissons à la fin du XVII^e siècle*, Paris, CTHS, 2010.

l'Oise... Les fruits y sont en abondance et fort bons. Le commerce consiste dans les blés, les bois et les charbons qui se transportent à Paris par la rivière d'Oise. »

Voilà un exemple de concision administrative, mais le coup d'œil est sûr et l'essentiel est abordé : d'une part, les forêts (elles fournissent

une grande partie de l'énergie du temps ainsi que des matières premières indispensables) ; d'autre part, le blé qui fut, pourrait-on dire, la grande obsession économique du Noyonnais, la terre étant fertile et l'immense marché parisien tout proche grâce à la navigabilité de l'Oise.



*Vue de la ville de Noyon par Tassin, 1660,
Collection de la Société historique, archéologique et scientifique de Noyon.*

Le trafic des céréales était immense. Il impliquait toutes les classes de la société. De là, la remarque de Sanson sur le caractère de la population : « Les habitants y ont l'esprit vif et dur. Ils sont laborieux et portés au commerce et au ménage³¹. » La vivacité d'esprit et la dureté sont des qualités d'hommes d'affaires. Mais on peut tenir pour assuré que les épreuves des guerres avaient, elles aussi, nourri une telle mentalité collective,

³¹ « Laborieux » s'entend au sens de « travailleurs » ; « portés au ménage » veut dire « soucieux de la bonne gestion économique de leurs maisons » ; les Anglais nous ont emprunté et rendu ce mot sous la forme de « management ».

effectivement marquée par la dureté, la brutalité et la cupidité. Si l'on examine l'histoire de l'abbaye d'Origny-Sainte-Benoîte – située il est vrai dans l'élection de Guise – on relève qu'elle fut dévastée par faits de guerre en 1486, 1533, 1557, 1560, 1595, 1635, 1642, 1676. Le règne de Louis XIV vit la majeure partie de la guerre de Trente Ans, la guerre franco-espagnole qui la prolongea jusqu'en 1659, la guerre de dévolution (1667-1668) la guerre de Hollande qui dura de 1672 à 1678, celle dite de la Ligue d'Augsbourg de 1689 à 1697. Dans tous les cas le roi d'Espagne était notre ennemi, or il était maître de ce qui forme à peu près l'actuelle Belgique. Cela revient à dire que la Picardie et l'Artois subissaient les premiers

chocs de ces conflits et servaient de base arrière aux armées françaises. Le Noyonnais vivait au contact permanent du soldat. Dans bien des cas, il devait savoir se défendre seul comme le fit en 1636 la ville de Noyon qui

résista aux assauts de l'armée espagnole après la chute de Corbie dont la nouvelle avait fait tremblée Paris. L'évêque, Mgr de Baradat, avait dirigé les opérations de défense.



Noyon et son élection, détail de la carte de Jaillot, 1717. Archives départementales de la Somme, 1 fi 414.

Chauny succomba le 16 juillet 1652 sous les coups du comte de Fuensaldaña et du prince de Ligne. L'année suivante, les troupes de Condé, prince du sang passé à l'ennemi, incendièrent Écuivilly. En 1676, encore, le château de Beaulieu fut ravagé par faits de guerre. Ce ne sont là que quelques faits saillants parmi beaucoup d'autres que la chronique n'a pas retenus ; ajoutons à ces dévastations les « compositions » payées à

l'ennemi par les villageois qui espéraient par ce moyen préserver leurs personnes et leurs biens ; et encore l'on n'était à l'abri de rien, surtout pas de l'incendie. Imaginons des soldats toujours à court d'argent, prompts à la maraude et à la complicité avec les brigands et les contrebandiers du sel et du tabac. Il fallait savoir se défendre par nécessité et ce fut ainsi que l'on prit l'habitude d'abord, le goût ensuite, de la riposte violente et du recours aux armes.



Sébastien Vrancx (1573-1647), scène de bataille. Musée de Soissons.

La distinction du civil et du militaire n'était pas encore faite et l'homme libre ne paraissait l'être qu'autant qu'il était armé. À Frétoy-le-Château, 21 octobre 1651, un jeune homme fut tué dans les bois par des soldats; l'année suivante, des réfugiés, venus des parages de La Capelle et de Guise furent trouvés morts au même endroit. Les registres paroissiaux du Noyonnais contiennent grand nombre de mentions du même genre³². Il nous faut imaginer en temps de guerre des populations hagardes, et probablement « désaxées » par le contact d'une soldatesque fruste et brutale telle qu'une toile du musée de Soissons la représente³³. Le Frétoy, Muirancourt, Saint-Sulpice, Magny-Guiscard et Golancourt ont vu bien des fois de tels passages et ces soldats si brutaux n'étaient

pas casernés ; ils logeaient chez l'habitant. C'était à qui se déchargerait de ce fardeau au point que la population d'une ville comme Noyon, située sur la fameuse Route des Flandres, écrasée par le logement des gens de guerre, ne connut guère de croissance à l'époque dont il est question. Pis, on cherchait à fuir Noyon dans l'espoir de se soustraire à cette pesante obligation ; mais on y restait par l'appât du gain qu'on espérait tirer du commerce des blés. Noyon avait un gouverneur particulier : le duc d'Estrées, évidemment absentéiste, remplacé par son lieutenant Armand Lemaire de L'Isle-Adam, seigneur de Soyébert et par le major Simon Dufresne, seigneur de Dreslincourt.

La rude mise au pas imposée aux armées par Le Tellier et son fils Louvois, tous deux secrétaires d'État à la guerre du roi Louis XIV, donna un peu de régularité à la troupe et le sens des responsabilités à ses généraux : six soldats furent passés par les armes en 1668 à Ham dans la paroisse Saint-Martin sans doute pour fait de rébellion. Reste que des habitudes néfastes avaient été prises ; ainsi s'étaient

³² Ambroise Ponthieu, « L'histoire locale dans les anciens registres paroissiaux », *Comptes rendus et mémoires de la Société archéologique, historique et scientifique de Noyon*,..., t. 26, 1932, 2^e partie, p. 57-67.

³³ Sébastien Vrancx, « Scène de bataille ». Musée de Soissons, huile sur bois, 52,3 x 102,5 cm. N° inventaire : MNR 867.

endurcies les mœurs ; ainsi régnait sans doute dans toutes les classes de la société une moralité assez basse.

Cette brutalité se réverbérait aussi bien dans la vie collective que dans les transactions civiles. Des historiens ont relevé que l'ivresse faisait souvent dégénérer les fêtes en rixes, mais que dire du mystérieux droit de marché qui régnait dans une bonne partie de la Picardie et dont l'épicentre, se situait dans le Noyonnais ? Ce prétendu droit consistait dans le fait que les fermiers considéraient les baux qu'ils avaient contractés comme des espèces de biens mobiliers cessibles, transmissibles, partageables et héréditaires, ce qui tournait au détriment des propriétaires bailleurs qui ne pouvaient plus guère disposer de leurs fonds comme ils l'entendaient. Parvenaient-ils à évincer le fermier que le nouveau preneur était bientôt inquiété par des menaces d'abord, des voies de fait ensuite et enfin, dans les cas les plus graves, par l'incendie si même on n'allait pas jusqu'à l'assassinat. Une affaire de ce genre avait si gravement perturbé l'ordre public dans les villages d'Abbécourt et d'Ognes qu'elle remonta à Versailles en août 1696. Ces crimes et délits furent réprimés par les arrêts du Conseil d'État des 3 août 1708, 25 mars 1724 et 21 mars 1747³⁴ ; ils n'en persistent pas moins et fort avant dans le XIX^e siècle. On laisse juger le climat de soupçons et de ressentiments que de telles pratiques produisaient : rancunes recuites et explosions de violences entre particuliers.

La spéculation quasi universelle qui s'attachait au commerce des blés, principale activité de la région, entretenait la nervosité dès que le cours des céréales commençait à atteindre des niveaux qui les rendaient onéreux à l'excès. En juin 1697, le port de Pont-l'Évêque fut le théâtre de mouvements de grains destinés à l'armée des Flandres. Leur volume parut si grand que le public s'en émut : si tant de blé devait sortir de la région, nécessairement, du fait de la rareté, son prix allait augmenter en cette période de l'année où les fruits de la récolte précédente commençaient à s'épuiser. À ce motif d'inquiétude s'ajoutait la rumeur que la monnaie allait perdre de sa valeur, ce qui n'est

³⁴ Les textes de ces arrêts sont conservés aux archives départementales de l'Aisne, C 636.

pas invraisemblable en raison des multiples dévaluations et réévaluations que subit la livre tournois sous le règne de Louis XIV suivant les intérêts du prince. Il n'en fallait pas plus pour produire une émeute conduite à Noyon par deux cents femmes que l'intendant de Soissons, Le Vayer, parvint à calmer. Ce magistrat dut peu de jours après punir des voies de faits commises à Chauny contre les marchands de grains et apaiser des troubles analogues à Ham.

Il n'est pas jusqu'à la religion qui n'ait fait dans ces parages l'objet d'attaques d'une violence qu'on n'a pas l'habitude de rencontrer ailleurs. Il serait intéressant d'étudier les procès pour blasphèmes, assez nombreux en Picardie centrale et sur ce point on ne peut se détacher de l'étrange affaire d'Ambroise Ponthieu, meunier à l'origine, dont la fortune lui permit d'acquérir des offices importants. À un âge déjà avancé, il déclara expressément au curé de Moÿ ne pas croire en la présence du Christ dans l'eucharistie, « que c'était un beau conte » ; il déclarait : « Il y a bien de l'abus dans la religion ; les prêtres en font accroire au peuple ; on peut être sauvé dans toutes les religions... Il n'y a d'autre dieu que le soleil, auteur de la nourriture de la terre et des productions nécessaires aux hommes ». On racontait que Ponthieu ne croyait ni à l'enfer, ni au diable, ni à la virginité de Marie. À l'impiété, il ajoutait le crime de lèse-majesté, s'estimant plus honnête que le roi « qui aurait gagné certaine maladie » par le commerce avec M^{me} de Maintenon. L'affaire fut instruite par les juges de l'évêque-comte de Noyon puis portée devant le bailliage de Chauny. Ponthieu fut pendu le 23 octobre 1700³⁵.

Quelque vingt ans plus tard, des ecclésiastiques eux-mêmes scandalisèrent les Noyonnais par la violence de la querelle qui déchira le collège, rattaché à la congrégation de Sainte-Geneviève. Les professeurs passaient pour jansénistes tandis que le proviseur, Nicolas Legrand, lui, était violemment hostile. Professeurs et collégiens

³⁵ Gérard Hurpin, *L'intendance de Soissons...* p. 203 ; Auguste Matton « Note sur le bailliage de Chauny », *Bulletin de la société académique de Laon*, t. XXII, 1875-1877 d'après archives départementales de l'Aisne, B 1718.

en arrivèrent à l'égard du proviseur à ce que nous appelons aujourd'hui le harcèlement (brimades, chansons offensantes, intrusion dans la chambre de la victime avec armes et bâtons). Nicolas Legrand en fut réduit en mars 1719 à se placer sous la protection de l'évêque, M^{gr} de Rochebonne, qui en informa judiciairement. Trois élèves furent exclus de l'établissement et deux professeurs écartés jusqu'à ce qu'ils aient satisfait à la pénitence imposée par le supérieur général de Sainte-Geneviève³⁶. Ces graves incidents donnèrent matière à d'interminables commérages dont la religion ne sortait pas grandie.



*Charles-François de Chateaufort
de Rochebonne (1671-1740)*

Le tableau du Noyonnais paraît donc sombre à la fin du XVII^e siècle. La population y est nerveuse, émotive, brutale, volontiers insolente, cupide parce que la misère n'est jamais loin, non plus que la soldatesque, le contrebandier et le spéculateur qui vit de la misère d'autrui. Michelet voyait le « Grand siècle » de ce point de vu ; Pierre Goubert, historien du Beauvaisis voisin, n'était pas loin de ces positions quand il composait vers 1960 ses importants travaux,

³⁶ A. Ponthieu, « Le collège janséniste de Noyon en 1719 », *Comptes rendus et mémoires de la Société archéologique, historique et scientifique de Noyon*, t. 30, 1946, p. 26-31.

de même que Marcel Lachiver, historien de la paysannerie quelque trente ans plus tard. C'est qu'il existe une tradition historiographique du « Sombre XVII^e siècle » et elle ne manque pas d'arguments pour se soutenir; on s'y rallierait volontiers si des documents interrogés d'une autre manière ne conduisaient à corriger ce tableau dont les lignes sont fortement dessinées mais les couleurs exagérées.

Non, les populations n'étaient pas absolument livrées à elles-mêmes ni à leurs passions violentes. Elles étaient encadrées par une hiérarchie complexe de tribunaux allant des basses justices seigneuriales³⁷ jusqu'aux bailliages royaux de Chauny et de Noyon. La seigneurie était toujours bien vivante et il en était de très considérables, disposant de leurs officiers exerçant la justice au nom de maîtres souvent lointains et attachés à la cour en raison de l'élévation de leur rang. Tel était le cas du marquisat de Nesle détenu par le couple richissime formé par Jeanne de Monchy et son mari, le marquis de Mailly. Magny-Guiscard était aussi une très forte seigneurie appartenant à Charlotte d'Ailly, duchesse de Picquigny, veuve du duc de Chaulnes. Âgée de plus de soixante-dix ans, cette dame décida de faire construire un nouveau château qui passait pour une merveille. Louis XIV y séjourna en se rendant à l'armée des Flandres. Soit qu'elle résidât en Picardie, soit en son hôtel parisien de la place Royale, Charlotte d'Ailly répandait ses générosités lointaines sur ses vassaux. On ne dira jamais à quel point ces charités seigneuriales (si minimes qu'elles fussent au regard du train de maison que menait l'aristocratie) étouffèrent les souffrances les plus criantes. À l'extrémité de l'élection de Noyon s'étendait le duché-pairie de Saint-Simon sur lequel, étonnamment, du fait de l'intérêt que suscite le talent incomparable du mémorialiste titulaire, on est mal renseigné. On sait que le duc de Saint-Simon, pourtant seigneur d'Avesne, Pot, Artemps et baron de Benay n'était picard que « généalogiquement » peut-on dire, mais assurément il avait ses hommes d'affaires et ses magistrats locaux³⁸.

³⁷ Les anciennes justices de paix peuvent donner une idée de ce qu'étaient les basses justices.

³⁸ Documents sur le duché de Saint-Simon, archives départementales de l'Aisne, E 270-E 279.

Le seigneur exerçait son autorité par l'intermédiaire d'officiers qu'il nommait et révoquait. Il les prenait parmi les gens solvables, assez souvent des percepteurs d'impôts. Le meilleur exemple de ces personnages très influents, mais généralement mal connus, est fourni par la famille Desmaretz. L'ancêtre était un riche fermier du Noyonnais qui s'entremet dans des justices seigneuriales ; Jean Desmaretz fut trésorier général de Soissons en 1634 ; il épousa Marie Colbert sœur du ministre ; leur fils devient contrôleur général des finances de Louis XIV.

L'ordre, dans la ville de Noyon était largement assuré par le corps de ville, par le tribunal de l'évêque-comte³⁹ et par le bailliage royal de Vermandois, juridiction forte d'une dizaine de magistrats. La répression du vagabondage ainsi que la poursuite des malfaiteurs fugitifs et des soldats déserteurs relevaient de la maréchaussée de Noyon formée de cinq magistrats, d'un greffier et de cinq « archers », ancêtres de nos gendarmes. N'idéalisons pas la justice du temps : magistrats ignorants ou complaisants n'étaient pas rares, mais ce qui nous reste d'archives judiciaires convainc que les « petits juges » accomplissaient un travail routinier d'apaisement des conflits et d'intimidation de la malveillance.

Tout établissement fortement installé dans une région finit par céder à la complaisance, au « clientélisme » sur lesquels vient se heurter la volonté réformatrice et uniformisatrice du gouvernement central. Pour briser ces résistances, les rois Louis XIII et Louis XIV consolidèrent l'institution des intendants de justice, police et finances, nommés et révoqués par le souverain et chargés de veiller à la bonne exécution des lois et règlements dans leur ressort. Les origines de l'intendance de Soissons sont obscures. Les intendants appartenaient à de hautes familles de robe et la plupart étaient maîtres des requêtes du Conseil

³⁹ Les archives départementales de l'Oise conservent les documents émanés des bailliages de Noyon, de Chauny et du comté-pairie lié à l'évêché. L'histoire a beaucoup à prendre de ces papiers. Qui irait-chercher la liste des chirurgiens-jurés de Noyon dans les archives du comté-pairie ? Le comté pairie a la connaissance des métiers. Le bailliage royal a la police des marchés de Noyon, archives départementales de l'Oise, Bp 7446.

d'État. Furent intendants de Soissons sous Louis XIV jusqu'en 1700, Olivier d'Ormesson qui démissionna rapidement pour raison politique, Machault qui fit une visite complète de sa généralité en 1677, Bossuet (frère de l'évêque de Meaux), Le Pelletier de la Houssaye, extraordinairement actif et d'une rapidité de coup d'œil qui transparaît dans sa correspondance, Joseph Sanson, rédacteur du mémoire descriptif de 1698 qui fit pâle figure à côté de son brillant prédécesseur. Avec très peu de moyens, les intendants de la généralité de Soissons devaient à la fois contenir les soldats, assurer l'approvisionnement en blé de la ville de Paris, faire rentrer les impôts, destituer les magistrats prévaricateurs et garantir la tranquillité publique. En 1694, le maire de Noyon, Theis, se vit imposer le silence par l'intendant. Longtemps auparavant, l'intendant Machault avait suggéré de supprimer l'office de maire de Noyon et de le faire remplir par un magistrat ; ce fut ce qui arriva à Chauny, dans des conditions obscures en 1696 : cette ville remit, au moins provisoirement, l'autorité municipale aux mains de l'intendant.

La nécessité de veiller à la bonne circulation des grains et de tenir la main à la rentrée de l'impôt fit assez souvent des intendants des économistes avant la lettre et l'on peut tenir pour certain qu'ils contribuèrent dans l'ordre intellectuel à la naissance d'une pensée économique en France. On a souvent dit à juste titre qu'ils avaient été les ancêtres des préfets. Il serait illusoire de croire qu'ils aient vraiment tenu toute leur intendance d'une main de fer mais au moins, ils le faisaient croire. Ils l'avaient sous le regard et chacun, grand ou petit, savait bien que des désordres trop manifestes eussent maintenant été châtiés. Il est hors de doute que les intendants contribuèrent à la pacification des mœurs et d'esprits encore tout imprégnés des brutalités de la guerre.

L'Église participa assurément à cet apaisement social et à ce qu'on peut appeler « l'intériorisation des conflits » ; ce qui eut naguère explosé en violences physiques et verbales fut peu à peu soumis au for intérieur, favorisant ainsi le mouvement d'introspection, si caractéristique de la vraie modernité. Ce

processus est dominé dans le diocèse de Noyon par l'étrange personnalité de M^{gr} de Clermont-Tonnerre. Que ce prélat ait été ce qu'on appelle un caractériel est hors de doute. On a fait des gorges chaudes de ses étranges manies. On peut le voir ainsi ; on peut bien davantage le considérer comme haut responsable ecclésiastique et judiciaire en tant qu'évêque comte et pair de France, entouré de conseillers ecclésiastiques qui lui inspirèrent des mesures d'une portée durable. Ce qui se remarque de prime abord dans l'œuvre de ce prélat, c'est le souci d'améliorer la qualité intellectuelle, spirituelle et morale de son clergé par le passage des futurs prêtres dans un séminaire, par l'organisation de conférences ecclésiastiques et par l'indication de la conduite à tenir pour combattre chez les fidèles la licence et l'habitude de blasphémer. L'évêque édicta un règlement pour les maîtresses d'école.



François de Clermont-Tonnerre (1629-1701)

Ce fut sous son épiscopat que le collège de Chauny fut confié à la savante congrégation de l'Oratoire. En vain on objectera que les scandales survenus dans le collège de Noyon montrèrent la vanité des efforts de M^{gr} de Clermont-Tonnerre, mais ce serait se méprendre sur la nature de l'action de l'Église. Ses procédés relèvent de ce qu'on appelle aujourd'hui, par abus de langage, la « pédagogie » c'est-à-dire la répétition inlassable des mêmes préceptes, fussent-ils être transgressés. La patience des ecclésiastiques savait parfaitement qu'elle

finirait par venir à bout des abus les plus criants et que l'on reconnaît la solidité d'une entreprise à sa capacité d'endurer les chocs, à son consentement aux replis nécessaires et à sa persévérance à vaincre peu à peu les résistances fût-ce en les enveloppant. On peut être convaincu que la persévérance de l'Église a contribué à l'adoucissement progressif des mœurs, cette caractéristique des hautes civilisations. Ce serait une enquête bien instructive que de suivre dans cette moyenne vallée de l'Oise les pulsations de la violence qui ne reparut plus sous forme paroxystique que bien plus tard, en 1775, lors de l'épisode appelé « Guerre des farines »⁴⁰. C'est qu'il s'était créé peu à peu un nouveau paysage moral apaisé où l'action concomitante, de l'Église, des intendants, et des autorités militaires qui assurèrent de 1715 à 1792 l'inviolabilité de nos frontières et repoussèrent bien loin les rigueurs de la guerre en pays étranger.■

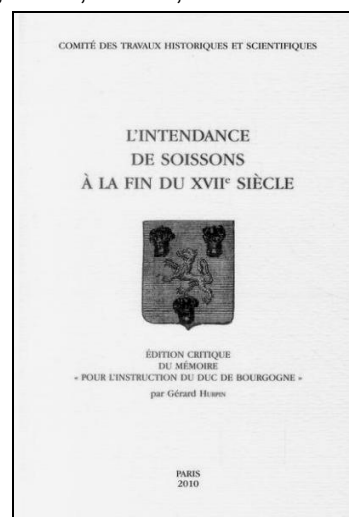
Bibliographie.

Pierre Dubuc, *L'intendance de Soissons sous Louis XIV, 1643-1715.*

Maxime de Sars, *Noyon à travers l'histoire*, Chauny, 1942.

Noyon, deux mille ans d'histoire.

Gérard Hurpin, *L'intendance de Soissons à la fin du XVII^e siècle*, Paris, CTHS, 2010.



Les Comptes rendus et mémoires de la Société archéologique, historique et scientifique de Noyon contiennent des articles du plus grand intérêt pour le sujet qui a été traité. Consulter la collection.

⁴⁰ Julien Saporì, « La guerre des farines de 1775 dans le Soissonnais », *Mémoires de la fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne*, 2005.

Le monument aux morts de Marquéglise, une œuvre singulière

par Jean-Yves Bonnard, président de la Société Historique de Noyon

Inauguré le 13 juillet 1924, le monument aux morts de Marquéglise figure parmi les œuvres commémoratives les plus remarquables du département de l'Oise, fruit de la volonté de la municipalité et du travail d'un jeune sculpteur normand.

Une idée peu banale

Le dimanche 19 août 1923, le conseil municipal de Marquéglise tint une séance particulière : l'ordre du jour de la séance portait sur la présentation d'un projet de monument à la mémoire des soldats du pays morts pour la France. Ce jour-là, le maire M. Coutard ne put réunir qu'un petit comité de cinq élus sur neuf membres de la municipalité ; parmi eux, le président des anciens combattants, Louis Piette, particulièrement attentif à la proposition faite par le premier magistrat de la commune.

Le projet de construction devait répondre au principe stylistique fixé lors d'une précédente réunion : le monument réalisé ne devait pas être « *banal, simple réplique des monuments élevés dans d'autres communes* »⁴¹.

Aussi M. Courtard présenta-t-il un projet inédit d'un jeune statuaire normand, Marcel Pierre⁴². Né à Bréel (Orne) en 1897, ce fils de carrier se distingua par ses dons pour le dessin. Mobilisé en 1916, blessé en octobre 1918, Marcel Pierre revint à Bréel en 1919 et participa comme artiste au mouvement commémoratif d'entre-deux-guerres. Il se distingua très vite par les monuments aux morts qu'il sculpta, notamment ceux de Bréel (1921), d'Aubusson (1921) ou de Carrouges (1922). Ses œuvres se caractérisent alors par l'énergie de leur mouvement et par le réalisme des attitudes données au soldat sculpté par cet ancien combattant de la Grande Guerre. Conquis par ses croquis, le maire de Marquéglise lui demanda une ébauche.



Marcel Pierre (1897-1969)

Un monument original

Le programme statuaire proposé était composé d'une statue portée par un socle sculpté sur chacune de ses faces de quatre scènes liées à la guerre. Dans son devis descriptif, Marcel Pierre en écrivit le détail :

« *Le monument couvrira une superficie de 16m². La base figurera un carré de 4m de côté. La hauteur du monument sera de 4m. Sur les quatre faces du piédestal haut de 2m seront placés des bas-reliefs sculptés représentant les diverses phases de la vie du soldat mobilisé pour la guerre :*

1. *Le mobilisé dit adieu à sa femme et à sa famille ;*
2. *Le poilu sort de la tranchée pour l'attaque ;*

⁴¹ Archives départementales de l'Oise, 2Op8642.

⁴² Louvel Michel, *Marcel Pierre, artiste fertois méconnu et reconnu*, La Ferté Macé, 2011.

3. *Le poilu tombe frappé à mort en pensant à son village ;*

4. *Les brancardiers le portent en terre ;*

Sur le piédestal, une statue de 2 m de hauteur représentant la France victorieuse coiffée du casque nimbé de lauriers, bon ange de l'humanité à qui elle a gagné la paix au prix du sang de ses fils dont les noms sont portés sur des tablettes où elle dépose des couronnes de lauriers. »

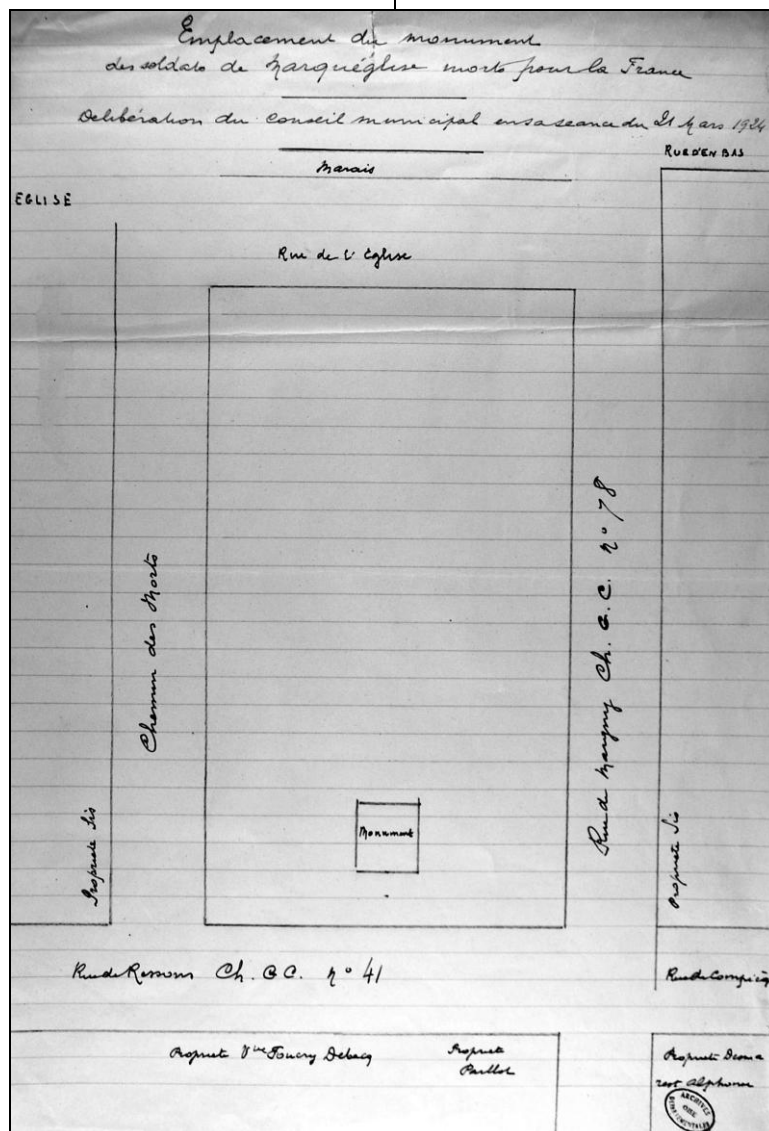
La proposition du statuaire fut validée à l'unanimité par le conseil municipal qui lança peu après la souscription publique. La commande municipale précisait que l'ensemble devait être exécuté en pierre de Saint-Maximin à Marquéglise même, pour la somme de 6500 francs. Le sculpteur Marcel Pierre devait aussi s'engager « à ne reproduire en aucun pays le modèle proposé ».

Pour financer cette dépense, la commune engagea ses crédits à hauteur de 1 000 francs, les 5 500 francs restant devant être réunis par souscription. La somme fut réunie rapidement.

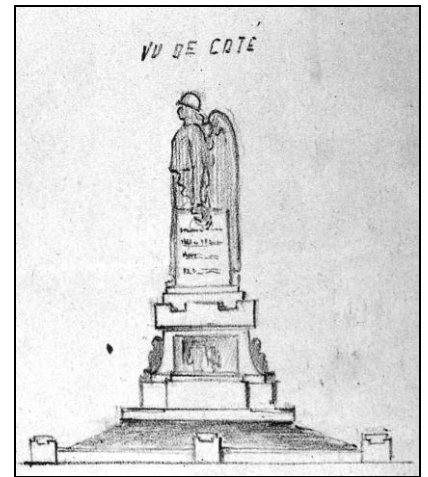
Le 21 mars 1924, le conseil décida de l'emplacement du monument qu'il plaça en bordure de la place publique, à proximité de la rue de Ressons.

Validé par décret préfectoral le 19 mai 1924, le projet fut mis à exécution quelques semaines plus tard pour une inauguration prévue le jour de la Fête Nationale.

Entre-temps, le 2 mars, le conseil municipal avait validé la liste des noms devant figurer sur le monument précisant qu'aux sept noms de soldats tués en 1914-1918 serait adjoint celui d'un soldat tué en 1870 : Achille René Desmarest.



Plan de l'emplacement du monument aux morts de Marquéglise
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642).



Détail du dessin de profil



Projet de monument aux morts pour la commune de Marquégglise
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642).



Les adieux, août 1914
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642).



Sur cette photographie de 2014, le baluchon du mobilisé a disparu.
L'affiche de mobilisation semble n'avoir jamais été représentée.



*La sortie des tranchées pour l'assaut
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642).*



Sur cette photographie de 2014, la tête de l'officier lançant l'assaut a été cassée et déposée en arrière. Le fusil du personnage de gauche a été positionné devant le pied droit du personnage principal. Le personnage de droite a été sculpté redressé.



*Dernière vision
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642).*



La sculpture réalisée par Marcel Pierre diffère du dessin original sur quelques détails : le casque du blessé placé au premier plan, le fusil rapproché de son corps ; le second personnage représenté de profil avec une barbe et un calot au lieu d'un casque. En arrière plan, des chevaux de frise ont été ajoutés et l'église est représentée de côté.



Vers la Gloire !
(Archives départementales de l'Oise, 2Op 8642)



*Ce panneau sculpté est sans doute le plus fidèle au dessin original
bien que l'angle de représentation diffère.*

Un monument digne d'eux

La cérémonie inaugurale du monument aux morts se déroula le dimanche 13 juillet 1924 en présence du sous-préfet Decosse, du sénateur Langlois, du député Fournier-Sarlovèze, du conseiller d'arrondissement Orens.

Au cours de son discours qui succéda à la bénédiction par l'abbé Lefebvre, curé-doyen de Resson, le maire M. Coutard donna l'explication à l'investissement de sa commune dans la construction d'un tel monument⁴³ : « *Nous avons pleuré nos ruines, mais les dégâts matériels se réparent, tandis que l'on ne nous rendra jamais les fils de Marquéglise tombés pour la Patrie. On les aimait ces vaillants et l'on doit les chérir plus encore, maintenant qu'ils ont donné leur vie pour sauver la France. Aussi, la population s'est unie pour élever à leur mémoire un monument digne d'eux. L'œuvre a pu être réalisée grâce au concours d'un artiste de grand talent qui, ayant combattu lui-même, a su immortaliser la noble figure du soldat* ».

Le maire poursuivit son discours par un hommage au sens artistique du sculpteur normand qui sut représenter de manière synthétique une somme de sentiments aussi divers que les regrets, la joie ou la glorification : « *Ce monument est tout à la fois l'expression des regrets de la population qui pleure ses morts, de la joie que lui donnent la victoire et le salut de la Patrie, de la glorification de la vaillante armée française* ».



Les autorités civiles réunies le jour de l'inauguration du monument aux morts de Marquéglise.



Discours devant le monument aux morts de M. Decosse, sous-préfet de Compiègne.

Huit noms sur deux tables

Au cours de la cérémonie, le président des anciens combattants de Marquéglise, Louis Piette, rendit hommage aux soldats de la commune pour qui le monument fut érigé.

Marcel Sis, commis né le 5 avril 1894, engagé volontaire au 54^e RI, sergent disparu à Arrancy le 24 août 1914 ;

Paul Leblanc, manouvrier né le 31 décembre 1882, soldat au 161^e RI tué à Raimbercourt-aux-Pots entre le 15 et le 17 septembre 1914 ;

Georges Vermond, manouvrier né le 1^{er} février 1894, caporal au 17^e Bataillon de Chasseurs à la côte 140 à Vimy le 12 février 1916 ;

Florent Olivier, maçon né le 21 novembre 1877, soldat tué dans l'explosion d'un dépôt de fusées à Cugnières le 23 mai 1916 ;

Charles Alexandre, domestique né le 5 octobre 1879, soldat au 150^e RI disparu devant Verdun le 25 mai 1916.

Ferdinand Desmarest (nommé Georges sur le monument aux morts), épicier né le 11 janvier 1894, caporal au 65^e Bataillon de Chasseurs, disparu le 27 mars 1918 à Lignièrès.

Hippolyte André, charretier né le 28 août 1899, sergent au 4^e Régiment de Zouaves tué au combat de Laffaux le 8 septembre 1918.

Seul le corps de Georges Vermont fut retrouvé et put être rendu à sa famille. A cette liste fut adjoint le nom du soldat Desmarest mort durant la guerre de 1870.

Marcel Pierre réalisa plusieurs autres monuments commémoratifs en Normandie durant l'entre-deux-guerres.

⁴³ Le Progrès de l'Oise, 22 juillet 1924.

Emile Leullieux, secrétaire général de la mairie de Noyon

Texte d'Augustin Baudoux[†], ancien président de la Société Historique de Noyon
complété par le Dr Jean Lefranc et Jean-Yves Bonnard

Le 17 septembre 1952, Augustin Baudoux, ancien maire de Noyon durant l'occupation et président de la Société historique de Noyon, publia dans le Progrès de l'Oise un article rendant hommage à l'ancien secrétaire général de la mairie Emile Leullieux, « *authentique Noyonnais fidèlement attaché à sa ville natale* », mort quelques jours plus tôt.

Du jeune clerc de notaire au secrétaire général de mairie

Né le 1^{er} mars 1879 à Noyon, Joseph Désiré Emile Leullieux était le fils de Louis Napoléon Joseph Leullieux (né en 1850 à Boisdingham) et de Marie Armance Adeline Sulfourt (née en 1855). Peu d'informations nous sont parvenues sur sa jeunesse (hormis qu'il a eu quatre frères⁴⁴ et deux sœurs⁴⁵) jusqu'à son service militaire effectué dans la 22^e Section d'Infirmiers du 15 novembre 1901 au 19 septembre 1903. Décrit comme un homme d'1m65, aux cheveux châains et aux yeux marron, nommé caporal le 26 décembre 1901 puis sergent le 24 décembre 1902, il se voit accorder un certificat de bonne conduite à l'issue de son temps. Placé dans la réserve, il accomplira deux périodes d'exercices militaires dans la 2^e Section d'Infirmiers en 1906 et 1909. De retour à Noyon, il épouse Jeanne Louise Charlotte Gellée le 13 août 1906.

Augustin Baudoux retracera son activité de secrétaire général de la mairie de Noyon en ces termes : « *Entré d'abord dans une étude de Noyon comme clerc de notaire, il comptait y*

faire toute sa carrière. Mais M. Noël⁴⁶, vers 1905, alors que Leullieux n'avait encore que 26 ans, le demanda comme secrétaire de la mairie, pour succéder à M. Dumars, de légendaire mémoire. M. Noël l'avait bien jugé : Emile Leullieux fut le secrétaire de mairie modèle, complètement identifié avec sa fonction. Y retracer son action ce serait l'histoire de la vie municipale noyonnaise pendant près d'un demi-siècle. Il vit successivement cinq maires, une vingtaine d'adjoints, une centaine de conseillers municipaux. Parmi toutes les vicissitudes, toutes les divergences d'opinions, tous les contrastes de caractères et de tendances de ceux qu'amenaient à la mairie les élections périodiques, Emile Leullieux contribua plus et mieux que quiconque à assurer dans les affaires de la ville la continuité nécessaire. Son labeur inlassable fut interrompu par la guerre 14-18. »

Mobilisé durant la Grande Guerre

Augustin Baudoux donne peu d'informations sur les quatre années de guerre vécues par Emile Leullieux : « *Il fut mobilisé et, bien que réserviste, envoyé sur le front de Macédoine, où pendant de longs mois, il dut supporter les plus dures conditions d'existence* ».

Son registre de matricule permet de reconstituer son parcours. Rappelé à l'activité

⁴⁴ Gaston Alfred Louis Raymond Leullieux (né en 1878), Léon François Joseph Leullieux (né et mort en 1880), René Jules Léon Leullieux (né en 1885) marié à Louise Marie Candillon et Lucine Georges Louis Leullieux (1887-1888).

⁴⁵ Maria Adeline Leullieux (1881-1897) et Aimée Marie Léonie Leullieux (née en 1883) mariée à Lucien Gaston Guibert.

⁴⁶ Ernest Noël, maire de Noyon de 1888 à 1925.

par le décret de mobilisation générale du 1^{er} août 1914, il arrive au corps le 12 août 1914 à la 2^e Section d'Infirmiers Militaires. Quelques semaines plus tard, il tombe aux mains allemandes à Laon, le 2 septembre 1914. Emmené en Allemagne, il est interné le 4 octobre 1914 à Friedrichsfeld. Rapatrié le 19 juillet 1915, il rentre au dépôt le 2 août 1915 et se voit affecté à l'hôpital mixte de Beauvais le 9 août suivant. Il est alors dirigé sur dépôt de la 2^e Section Territoriale d'Infirmiers à Nantes. Il passe à la 15^e Section d'Infirmiers le 6 novembre 1916 et est versé dans l'Armée d'Orient le 12 octobre 1916. Il rejoint une compagnie de Brancardiers à Toulon le 31 octobre suivant, embarque sur le navire hôpital Bretagne II et débarque à Salonique en 1916. Nommé au grade d'adjudant pour prendre rang au 15 janvier 1917, il passe au GBO57 division le 26 janvier suivant, il est affecté à l'HOE et rayé du GBD 57, le 3 novembre 1917 pour être affecté à la 22^e Section d'Infirmiers Militaires le 26 décembre 1917, à l'expiration de sa permission. Revenu à l'intérieur après cette année dans l'Armée d'Orient, il passe le 1^{er} septembre 1918 à la 24^e Section d'Infirmiers Militaires, en station au magasin de Saint-Cyr, il est affecté à la 22^e Section d'Infirmiers Militaires le 16 janvier 1919. Le 1^{er} août 1921, il est affecté dans la réserve de la 2^e Section d'Infirmiers militaires et se voit classé sans affectation le 15 novembre 1926. Emile Lellieux est alors domicilié place de la République.

L'entre-deux-guerre

« A sa démobilisation, poursuit Augustin Baudoux, il trouva Noyon détruit, l'hôtel de ville incendié avec toutes les archives, tous les documents, tous les registres qu'il contenait. Tout était à refaire, à recréer. Il fallait repartir de zéro. Emile Leullieux donna alors toute sa mesure. Sa puissance de travail, ses qualités d'ordre et de méthode furent, pour la reconstitution de Noyon, d'un secours inappréciable. Ensuite, à mesure que se multiplièrent les services, que grossit la marée montante des lois, des décrets, des arrêtés, son travail ne cessa de croître, mais servi par

ses qualités innées et acquises, il se retrouvait aisément dans ce dédale qu'est devenue l'administration et y guidait au besoin, avec un tact discret, des collègues moins expérimentés ». Le 15 octobre 1937, Emile Leullieux fait don à la commune de Noyon d'une statue de saint Blaise qui se trouvait depuis 150 ans dans la cour de l'habitation de ses parents, sise au 18 rue du Monchel.



Statue de Saint-Blaise.

« Cette statue du 13 ou du 14^e siècle d'après M. Girodie a figuré à l'exposition rétrospective du Noyonnais qui eut lieu à l'Hôtel de Ville en 1931. Lorsqu'éclata la Révolution en 1789, elle se trouvait dans la très ancienne chapelle de Saint-Blaise (11^e siècle), près du moulin. Après la confiscation et la vente des biens du clergé, les habitants du quartier la remirent au plus notable d'entre eux, Nicolas Jacques Grare, jardinier (1757-1823) qui l'installa dans sa cour contre le mur de son cellier où elle est demeurée jusqu'ici. Ces détails, je les ai entendu conter par deux vieux habitants du quartier, où ils étaient nés du reste : M. Ernest Paternotte, dit Canniche (1840-1897) devenue descendante de Jacques Grare, Mme Veuve Jules Paternotte née Céline Mouton (1839-1923). Eux le savaient de leurs parents et grands-parents qui vécurent dans les mêmes lieux. »

Lettre d'Emile Leullieux au maire de Noyon.

Lettre d'Emile Leullieux à Augustin Baudoux



« Monsieur Baudoux,

Le 15 de ce mois, j'ai remis à la mairie pour le musée la statue de saint Blaise qui se trouvait dans la cour de l'habitation de mes parents 18 rue de Monchel (...)

A ce propos, j'ajouterai un petit mot d'histoire sur la maison.

Avant guerre, j'ai relevé que depuis le 17^e siècle jusqu'au milieu du 19^e siècle, une famille Grare y a vécu de père en fils. Le nom disparaît avec une fille qui se maria en 1828 avec Victor Paternotte, vigneron à Landrimont. Il est fort probable que c'est ce vigneron qui venant l'habiter aussitôt son mariage a introduit à saint-Blaise la vigne accrochée aux pruniers comme cela se pratiquait beaucoup dans les jardins au pied des collines principalement à Landrimont. Quoi qu'il en soit, Victor Paternotte tirait de ses vignes une certaine quantité de « Ginglet ». Dès le printemps, il prenait une licence pour débiter son vin et on venait de Noyon danser et boire, la statue de saint Blaise présidant aux ébats joyeux.

Céline Roberge qui se maria à Noyon le 18 mai 1848 et qui déjà très âgée venait comme ravaudeuse travailler chez nos parents racontait souvent que le jour de son mariage, toute la noce se demandant ce qu'on allait faire, décida de sortir de Noyon pour aller à Saint-Blaise boire du ginglet et danser. Le litre de vin se payait 2 sous.

M. Mazières, dans Noyon religieux (tome X des mémoires du comité, pages 64 et 107) a donné l'historique de la chapelle de Saint-Blaise et parlé de la très ancienne fontaine qui se trouvait près du prieuré et dont une charte de l'abbaye d'Ourscamp du mois de juillet 1257 fait mention. Cette fontaine existe encore mais elle a été couverte et munie d'une pompe quelque temps avant la guerre. Aujourd'hui, elle est abandonnée, son eau étant souillée par les infiltrations des habitations qui se sont édifiées dans son voisinage. Il y avait aussi un calvaire près de cette fontaine et la chapelle. Ce calvaire est disparu mais le couronnement du socle a servi à couvrir la fontaine. Il reste encore quelques traces de la vieille chapelle. »

L'occupation allemande

Dans la partie suivante, Augustin Baudoux évoque la période difficile de l'occupation allemande, période durant laquelle il a été nommé maire de Noyon par le Régime de Vichy. En jugeant l'action d'Emilie Leullieux, il définit la principale vertu de cette époque : le patriotisme vigilant :

« Pendant l'occupation allemande de 1940 à 1944, grâce à une connaissance parfaite de la ville, de ses ressources, de ses habitants, grâce à son jugement droit, à son patriotisme vigilant, il fut pour la municipalité alors en exercice et dans des circonstances souvent délicates, un appui précieux et dont on ne saurait trop louer le mérite et l'efficacité.

Si absorbant que fût son secrétariat de la mairie, il trouva encore le moyen de coopérer à bien des œuvres annexes : mutualité scolaire, crèche, fourneau économique, habitations à bon marché, syndicat de la Verse, etc.

Quant aux habitants pris en particulier, il n'en est guère parmi eux qui, un jour ou l'autre, n'ait eu recours aux bons offices de M. Leullieux. S'agissait-il d'un cas épineux à débrouiller, d'une lettre difficile à répondre, d'une formule à rédiger, c'est à lui que l'on pensait pour être tiré

d'embarras. On était sûr que, même surchargé de besogne, il vous accueillerait avec son bon souvenir et vous donnerait un avis judicieux.

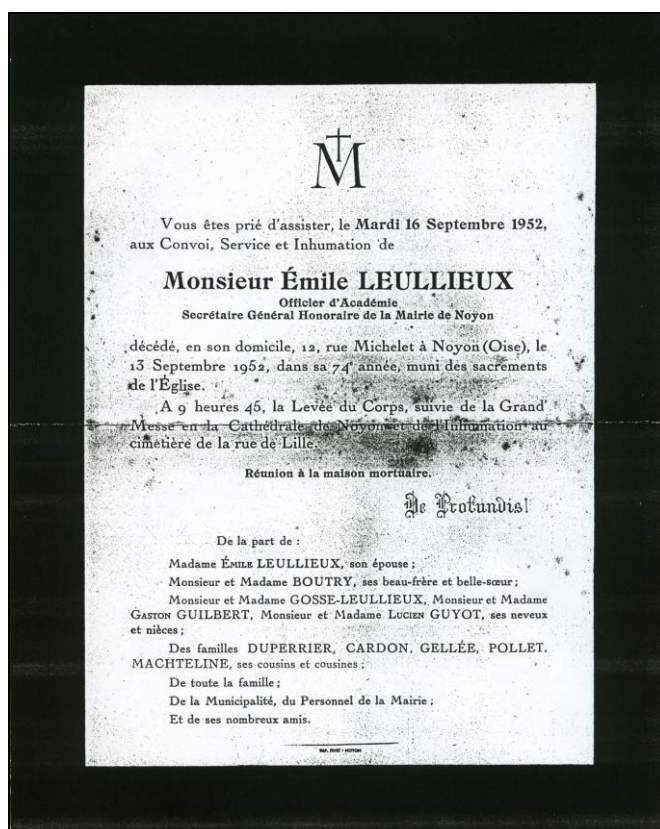
Enfin sonna l'heure de la retraite, mais souvent on revoyait encore Emile Leullieux dans cette mairie où il avait si longtemps travaillé dans l'intérêt de tous. »

Les derniers moments

L'article d'Augustin Baudoux s'achève par l'évocation des derniers moments d'Emile Leullieux : *« Hélas ! depuis plusieurs années à diverses reprises la maladie était venue le visiter, condamnant souvent à l'inaction celui qui avait été un si infatigable laborieux.*

Il avait cependant paru bénéficier ces derniers temps d'une période d'amélioration réelle et c'est une crise imprévue et brutale qui le terrassa en quelques jours. »

Emile Leullieux décède le 13 septembre 1952 dans sa 74^e année en son domicile, 12 rue Michelet, à Noyon. Pour Augustin Baudoux : *« Le nom d'Emile Leullieux, authentique Noyonnais fidèlement attaché à sa ville natale qu'il a si bien servie, sera gardé avec reconnaissance par tous ses concitoyens ».* ■



La Poste à Noyon

par le Docteur Jean Lefranc
vice-président de la Société Historique de Noyon

De création ancienne, la présence d'une poste à Noyon n'est pourtant attestée que du milieu du XVII^e siècle. Les maîtres des postes à chevaux se succédèrent jusqu'au milieu du XIX^e siècle, période durant laquelle la concurrence du chemin de fer transforma l'économie locale...

Origine de la poste aux lettres

Charlemagne (742-768-814) avait organisé, en 807, des envoyés qui parcouraient les routes de France, mais ils disparurent après la mort de l'empereur.

A partir du XI^e siècle, les Universités durent organiser un service de messagers pour transporter les étudiants, leurs bagages, leurs lettres et leur argent. Paris comptait alors 1 500 étudiants. On comprend que Louis XI (1423-1461-1483) ne désirait pas confier aux Universités les secrets de sa politique et, le 19 juin 1464, il signa l'Edit de Luxies (près de Doullens) créant un service de chevaux « courant au galop », de relais en relais, tous les 28 km, sur toutes les routes de France, pour le transport des missives de l'Etat. Les relais étaient dirigés par des « Tenants-poste » et créa la fonction de « grand-maître des coureurs de France ».

En 1576, Henri III (1551-1574-1589) fonda les « messageries royales » avec un poste de surintendant général des postes.

En 1594, Henri IV (1553-1589-1610) nomma Pierre Thireul commissaire général et surintendant des coches pour le transport de voyageurs. Les « chevaucheurs » devinrent des « Maîtres de poste ». C'est donc en 1602 qu'il créa une poste aux lettres utilisable par les particuliers pour le transport du courrier, mais de ville en ville.

Le 16 octobre 1637, d'Almeras, général de la poste, ordonna que tout destinataire « de lettres ou paquets » soit tenu de payer « sans contestation, ni réplique » la somme indiquée par l'administration. Il n'existait que quatre destinations : C'est le destinataire qui paye le coût relatif au transport⁴⁷ Bordeaux, Lyon, Toulon et Dijon. La Cour des Aides

⁴⁷ Le port sera à la charge de l'expéditeur lorsque sera créé le timbre-poste, en 1849.

fait mention de « facteur distributeur ». En 1632 fut éditée la première carte des routes de poste qui présente, à cette époque, 623 relais en France.

En 1675, il existait neuf bureaux dans l'Oise. La ferme générale des postes, créée en 1672, permettait le rachat des messageries.

On parle peu de l'état des routes si mauvais qu'il était impossible de parcourir de longues distances sans accident. Madame de Sévigné déclarait « *transir* » en pensant à sa chère fille, obligée de passer par le Bourbonnais pour se rendre en Provence. Mais il faut signaler que c'est en 1716 que fut créé un corps des Ponts et Chaussées et l'école d'ingénieurs devint une réalité après 1747. Ils avaient la compétence et, sous l'Ancien Régime, « la corvée⁴⁸ » fournit la main-d'œuvre de cette vaste entreprise. Sous Louis XVI on put écrire que les routes françaises sont bonnes.

Le premier guide routier avec des cartes fut édité en 1724. Et nous avons une preuve de ce bon état, en regardant l'augmentation des revenus de la poste : en 1738 quatre millions de livres et en 1789 vingt trois millions de livres.

Le 5 mars 1758, Piarron de Chamousset⁴⁹ créa un service de Petite poste qui collecta les lettres dans Paris et organisa trois distributions par jour.

La corporation des facteurs existerait depuis 1760⁵⁰.

⁴⁸ Le contrôleur général des finances et directeur général des Ponts et Chaussées Philibert Orry (1689-1747) créa un travail imposé pour l'entretien des voies et ouvrages d'art publics, en 1738. Jusque dans les années 1950, les paysans étaient astreints à une prestation de travail en guise d'impôt local.

⁴⁹ Claude Humbert Piarron de Chamousset (1777-17732), philanthrope, obtint le 9 juin 1760 le privilège de 30 ans d'usage de cette petite poste qui sera annexée en 1780 à la grande poste.

⁵⁰ in « Le facteur et son almanach » par François Berton.

C'est seulement en août 1787 que poste aux chevaux et poste aux lettres furent réunies, pour le compte du roi.

Après la Révolution on constata que l'état des routes était affreux. La Restauration dut tout réparer.

La première moitié du XIX^e siècle fut la grande période de la poste aux chevaux. Avec des routes larges et empierrées on pouvait parcourir, en 1810, une lieue à l'heure ; et en 1840, deux lieues et demie à l'heure. Beaucoup de voitures des postes atteignaient quatre lieues à l'heure.



En 1816, partant de Paris à 6 heures du matin, vous pouvez gagner Lille par Saint-Quentin, en deux jours. Il y avait un départ quotidien.

Les lois des 3 et 10 juin 1829 créèrent un service rural et, en 1832, il y eut une tournée quotidienne pour les lettres.

La concurrence des chemins de fer devint rude pour les messageries par route, après 1850.

La poste aux lettres à Noyon

Nous savons que des Postes aux lettres sont attestées (sans doute liées aux opérations militaires menées dans les Flandres): à Beauvais en mai 1648, à Compiègne en 1649, et à Noyon en 1656 (ou vraisemblablement vers 1650). Ces bureaux s'appelaient « Directions ».

Dans le futur quartier des Tanneurs⁵¹, voisine des « Poissonneries » alimentées en eau propre, grâce

⁵¹ in « Noyon raconté par ses rues » par Jean Goumar. 1995.

à un canal de dérivation de la Verse, existait une rue Aux-Chevaux où se trouvait un abreuvoir pour les chevaux⁵². C'est près de là que François Mannier exerçait la fonction de Maître des Postes. C'est dans une maison voisine que s'installa la cavalerie de la Maréchaussée royale, près de l'abreuvoir, et en face de la rue des Boucheries.

François Mannier s'installa dans l'Hôtel « De la Grosse-Tête », place du grand-marché⁵³.

En 1663, Claude Bonnedame (mort vers 1690) lui succéda et prit le titre de « *messenger ordinaire de la Ville en l'Université de Paris.* »⁵⁴.

Son fils, Charles François, reprit cette charge, et mourut en 1748. En 1693, pour le trimestre d'octobre, ses recettes étaient de 1 371 livres et ses dépenses de 305 livres.

Son petit-fils Charles Claude lui succéda comme « *Directeur des carrosses* ».

En 1755, la Poste aux Chevaux fut transférée dans la belle Hôtellerie de Saint-Claude située côté nord de la place Cordouen⁵⁵, par le sieur Martin⁵⁶ Antoine Lalouette. Un fils, né à Noyon, Charles Martin Antoine Lalouette⁵⁷ fut Maître des Postes à Noyon. Le petit guichet de la Poste aux lettres était situé en face⁵⁸. Charlemagne Lalouette (1799-1861) leur succéda en 1841.

⁵² Le tout est situé à l'emplacement actuel du parc où sera construit l'Hôtel de Charles Aubrelieque de Ronquerolles (après 1772).

⁵³ Place de l'Hôtel-de-Ville, à l'emplacement de l'actuel Office de Tourisme.

⁵⁴ Claude Bonnedame épouse Marie Loisel in SHASN-1912.

⁵⁵ Place du Marché-à-Cordouan : Les bans et statuts des métiers précisent : « *Les cordouanniers desployeront et estalleront et vendront leurs denrées en la place du carrefour ou sont les ostels du Long-Pont, de l'Asne rayé et de l'éléphant, d'une part et des Trois-Rois d'une autre part, icelle place ou carrefour aboutant au lez ou issue à celui du Grand-marché et d'autre part au debout à celui du marché au bled.* » 1398 ; SAHN T. IX.p.104. in plan Deroussent.

⁵⁶ Lalouette Martin Antoine, né à Coudun en 1712, épouse Godard Louise Madeleine avant 1751. Il meurt en 1778. Son fils Charles Martin Antoine, né en 1751, à Coudun, sera Maître des postes à Ribécourt où il meurt le 22 avril 1825. Il avait épousé Melle Leduc de Lagarde, née en 1757 à Fontenoy (Aisne).

⁵⁷ (1751-1817). Il sera maire de Noyon de 1830 à 1834, puis maire de Dreslincourt de 1835 à 1838. Il fut conseiller général de l'Oise de 1831 à 1835, puis de Ribécourt en 1837 où il meurt le 21 décembre 1837.

⁵⁸ A l'angle de la rue du Longpont.

Nous connaissons cet hôtel, possédé par Simon Baudoux et vendu, en 1694, à Antoine Mauroy⁵⁹ de Saint-Quentin qui le fit prospérer et l'agrandit⁶⁰. Au début du XIX^e siècle y vivaient quatre postillons⁶¹, un charretier et deux domestiques⁶².



Maxime de Sars⁶³ écrit que la poste aux Lettres fut gérée longtemps par une femme. Directrice de la

⁵⁹ Antoine Mauroy était un tireur excellent dans la compagnie des arbalétriers. Il meurt en 1732.

⁶⁰ Cet hôtel fut occupé en mars 1918, par l'Etat-major du Général Gamelin, avant d'être détruit par les combats de 1918.

⁶¹ Le « postillon » est le conducteur de la poste aux chevaux. Il monte sur l'un des chevaux du devant de l'attelage.

⁶² Charles Martin Antoine Lalouette fut maire de Noyon de 1830 à 1834, puis présidera, en 1831, la première élection municipale. Il sera nommé Conseiller général le 2 septembre 1830.

⁶³ in « *Noyon à travers l'histoire* » par Maxime de Sars ; 1942.

Poste aux lettres, ce fut le cas d'une femme de la noblesse, que Jacques Christophe Beaucousin⁶⁴ épousa le 9 juin 1728, en l'église Sainte-Madeleine, Louise Françoise Sézille du Buhat (1694-1772)⁶⁵ qui succéda à son mari, après sa mort, comme « Maître des postes aux lettres ».



En 1763, la directrice des carrosses et messagerie était Madame Bonnedame. En 1782, le directeur fut Pierre Augustin de Richoufftz (1735-1785)⁶⁶, ancien capitaine de cavalerie. Sa fille épousa Jacques Dubois qui était directeur de la poste aux lettres dans l'hôtel de la « Couronne ».

⁶⁴ Beaucousin recevait comme appointements 200 livres. in « *Ebauche d'histoire régionale de la poste aux lettres, département de l'Oise* » par Ch. Poujol.

⁶⁵ Ils auront quatre enfants dont Christophe Jean François Beaucousin qui sera un fameux érudit.

⁶⁶ Il avait épousé Monique Beaucousin (1774-An V).

Le courrier arrivait de Paris tous les jours à six heures du matin et repartait vers l'Artois, la Flandre et le Hainaut. Celui du Nord arrivait à trois heures de l'après-midi et partait vers Paris.

A partir de 1849, le Directeur, Jean Poulin, conseiller municipal, successeur de Lalouette confiait, dans un sac de grosse toile, son courrier au chemin de fer (inauguré le 25 février 1849).

Le 21 mars 1851, Eloi Alphonse Labarre⁶⁷, maître de poste à Noyon, 68 rue de Paris, demanda au préfet de créer, dans son immeuble et son écurie, une usine de fabrication de sucre indigène, « *Devant les nuisances, en pleine ville et près d'un hospice pour indigents* », la demande fut rejetée. Il fut le dernier maître de poste.

Le 9 avril 1851, Eloi Alphonse Labarre⁶⁸, avec les maîtres de poste Lalouette Charlemagne de Ribécourt, Leduc Jean de Senlis et l'entrepreneur de Messagerie Maucombe Jean-Baptiste de Paris demandèrent une indemnité pour arrêt de trafic des voitures de poste à la Compagnie des Chemins de fer du Nord.⁶⁹



Facteur de ville en 1859

En 1870, l'Hôtel des Postes était situé rue des Deux-Bornes (en montant, où se trouve l'école Notre-Dame). De 1872 à 1878, l'hôtel des postes fut

⁶⁷ Labarre Eloi Alphonse, né en 1812 ; au recensement de 1851 : Maître de poste et cultivateur. Il habite au 68, rue de Paris. Il loge un charretier, âgé de 32 ans, une messagère, de 67 ans et son fils voiturier, de 28 ans. Il déclare « au travail » sa femme : Poulin Pauline Alexandrine, née en 1815, et une fille Labarre Marie, née en 1834.

⁶⁸ Aux recensements de 1856, 1861, 1866 et 1872, toujours au 68, rue de Paris, il est propriétaire, cultivateur et fabricant de sucre. Il emploie un domestique ou jardinier, une femme de chambre et une cuisinière.

⁶⁹ in Procuration donnée au notaire NORES Louis Pierre Adolphe.

rue Saint-Pierre, en face de la maison Bécu⁷⁰, entre Mallet⁷¹ (vins) et Mme Mallet-Brière (rentière). Il rejoignait le télégraphe qui venait d'être créé dans l'ancien presbytère au numéro 2⁷².

En 1876, la poste aux lettres fut provisoirement rue Saint Eloi, au coin de la rue Sainte-Godeberthe ou rue au Lin.

En 1878, poste et télégraphe furent réunis 6, place Saint-Barthélemy, dans un immeuble⁷³ en pierre de taille de deux étages, face à la rue de Grèce.



En 1902, il y avait 42 abonnés au téléphone (172 en 1927). C'était l'époque où 11 facteurs urbains assuraient quatre expéditions de courriers et trois distributions en ville.

En 1909, le bureau de poste fut installé dans le bâtiment de réception du petit-séminaire fermé peu avant. L'entrée était possible par la rue Saint-Eloi qui correspondait à l'entrée du séminaire marqué de l'inscription : « D.O.M⁷⁴ » « Seminarium » et par la rue Paul-Bert.

Un nouveau bureau de poste fut construit de 1910 à 1913 au 30 rue Saint-Eloi. L'architecte était Fernand Venet⁷⁵ et l'entrepreneur Lucien Lefevre de Chauny. Le décor sculpté fut réalisé par Deraisin.

⁷⁰ Sainte-Marie Bécu Adrien Jacques Marie vécut de 1814 à 1897. Au recensement de 1872, propriétaire, il habite, au 7, rue Saint Pierre, avec son épouse, Ducastel Marie Rosalie Elisabeth (née en 1826, dans l'Aisne) et leur fille, Becu Marie Bathilde Pauline (née en 1857) et Pierre Paul Ainé Parfait (né dans l'Aisne en 1818).

⁷¹ Au recensement de 1872 : Mallet Père, Antoine Ferdinand, propriétaire (né en 1814) et son épouse Duchange Hortense Désirée (née en 1817).

⁷² Au recensement de 1872, au numéro 1, rue Saint-Pierre : LARDE Cyrille Amédée (né en 1839) employé servant le télégraphe.

⁷³ L'un des receveurs fut Huet.

⁷⁴ D.O.M. : « *Deo Optimo Maximo* ».

⁷⁵ Fernand Venet, architecte (E.S.A) Ecole Supérieure d'Architecture, agréé par la Préfecture de l'Oise, avait un cabinet à Noyon. Cette école privée, créée en 1865, reconnue d'utilité publique en 1870, est la seule école supérieure privée dédiée à l'architecture et à la ville.

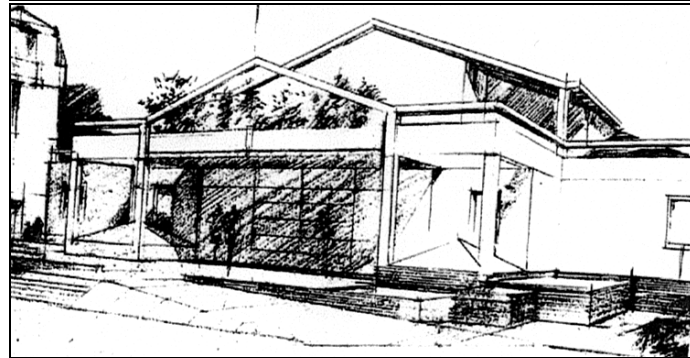
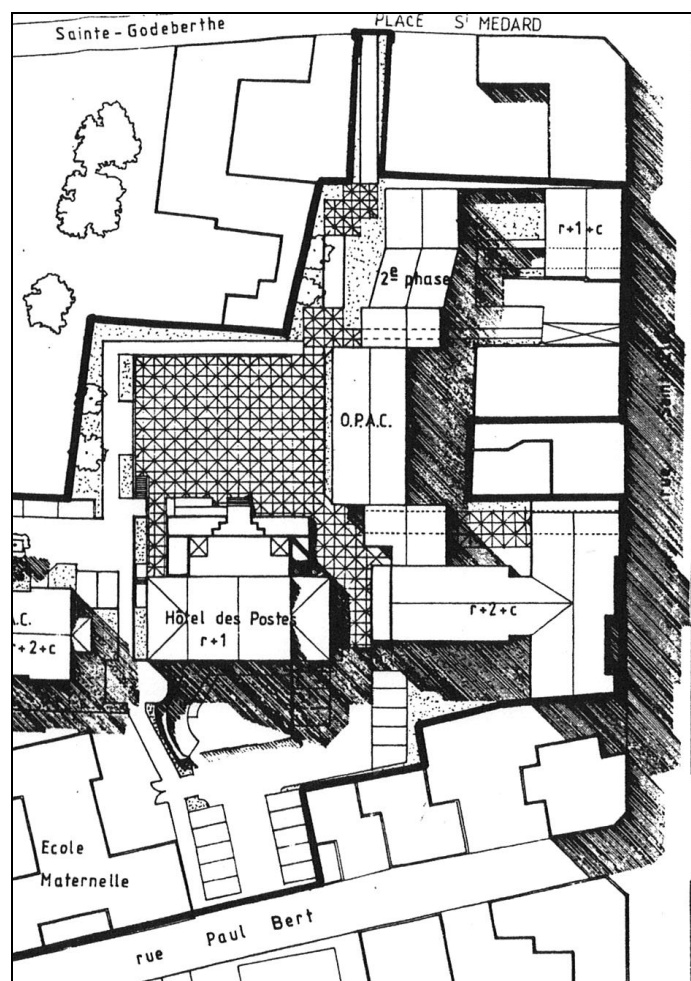


L'ancien immeuble de la rue de Paris fut détruit en 1985. On construit alors un central téléphonique sur la Z.U.P. et une « téléboutique » place Aristide-Briand. En 1985, sous la municipalité de Pierre Dubois, après la destruction du collège et le réaménagement de ce quartier Paul-Bert, un nouvelle Poste fut construite 1, place Georges-Pompidou. Les architectes furent Enard, Franck, Lambert de Paris et Provost et Mme Cailliette de Noyon. L'entreprise Brézillon fut chargée de la construction. Un garage pour 40 véhicules fut prévu et un centre de tri fut ouvert le 28 octobre 1986 (réceptionné le 23 octobre). L'appartement du receveur est au premier étage.

Sévèrement endommagée pendant la Grande Guerre, la poste fut rouverte dans un baraquement en planches, sur le Cours Druon, en attendant une restauration qui s'étendit de 1920 à 1928.

En 1932, la ville de Noyon projeta l'acquisition de l'ancienne banque Barbier⁷⁶, située au 24, rue Saint-Eloi, sans aboutir. De 1936 à 1947, on parlait de construire la poste place Saint-Barthélemy, ce qui ne fut pas réalisé non plus.

En 1952, l'immeuble de la banque Barbier⁷⁷ fut aménagé, mais resta peu fonctionnel. La Poste y fut installée le 30 septembre 1953.



⁷⁶ Après la guerre de 1914, Chéneau qui s'était intéressé, avec Barbier (son gendre), à Paris, à l'industrie mécanique et à l'automobile, viennent fonder à Noyon une banque qui grandit rapidement. Après la mort de Chéneau, en 1921, une faillite est constatée en 1923. Barbier fera aussi faillite en 1933 dans sa banque Compiénoise (3, rue de la Sous-préfecture).

⁷⁷ L'immeuble est acquis par décision du Ministre des PTT en date du 25 avril 1952, sur 24 ares et quatorze centiares : un corps de bâtiment, en pierre de taille, à deux étages, avec une cour pavée, un jardin et, à droite, un logement de concierge. Le vendeur est Edmond Charles Benoît Barbier. La maison est voisine de celle du docteur Marie Joseph Albert Henri Toffin (rue Sainte-Godeberthe).

Le public y fut admis dès le 9 juin 1987. Madame Segard représentant son mari Norbert Segard, décédé, était présente à l'inauguration du 20 juin 1987. ■

Histoire d'un calendrier des Postes

Déjà au XVIII^e siècle, les facteurs avaient l'habitude de donner, au moment des étrennes, des almanachs⁷⁸ ou des petits calendriers muraux. A partir de 1832, des facteurs ruraux effectuèrent des tournées quotidiennes. Le 15 décembre 1849, le directeur général Edouard J. Thayer interdit aux facteurs de distribuer d'autres imprimés que ceux du service postal à l'exception « de la distribution des calendriers à leur profit et pour leur compte conformément à un usage depuis longtemps établi ». En 1850, les facteurs de Rennes collaient des feuilles imprimées sur des cartons (format 21x27), présentant six mois de chaque côté et des signes du zodiaque. En 1854, le premier calendrier des postes fut édité, à l'échelle nationale, par Mary-Dupuis⁷⁹, imprimeur-libraire-éditeur à Noyon.



En 1859, il obtint de l'administration le monopole de la fourniture officielle pour toute la France⁸⁰, pour 1859 et les années suivantes à 6 centimes l'exemplaire. Les facteurs furent autorisés à diffuser ces calendriers. Il en proposa trois modèles, précisant sur ses calendriers : « Noyon-Imprimerie Postale E. Mary-Dupuis et C^{ie}, seuls éditeurs de l'almanach des Postes ». L'imprimeur noyonnais ne pouvant suffire à la production, l'Imprimerie impériale édita son calendrier qu'elle vendit 10 centimes l'exemplaire aux facteurs parisiens. François Charles Oberthur⁸¹ acheta pour douze ans le droit de diffuser un calendrier dans les trente deux départements. Il devint l'« Almanach des Postes », puis l'« Almanach des PTT » en 1945. Sur le recto étaient imprimés un dessin et les douze mois de l'année. Le verso était réservé à des informations postales. En 1870, l'Administration ne renouvela pas ce droit de quasi monopole ; quel que soit l'éditeur, il était contrôlé par le directeur du département et devait faire figurer sur les calendriers, les noms des saints, les mentions astronomiques, foires et marchés et renseignements généraux sur les services postaux. Parmi les éditeurs on trouvait, de 1884 à 1913, Pithiviers, Villain, Typlite, Vanito. Mais l'organisation d'Oberthur lui permit d'assurer le plus grand succès. En 1915 Il garda 37% du marché pour l'orphelinat des PTT. Ce fantastique marché atteignit 800 000 exemplaires. D'autres éditeurs tentèrent la concurrence : en 1928, la société Ollier ; en 1950, Nisse ; en 1952, Pétillet. Depuis 1945, des photographies ont remplacé les dessins. Les images sont belles mais sont de moins en moins composées et ne reflètent plus le témoignage d'une époque. Depuis 1989, toute la France connaît l'« Almanach du facteur ».

⁷⁸ Ces opuscules sont connus comme almanachs de la petite poste de Lille ou de la Poste de Paris. En 1810, il existe un almanach des Postes.

⁷⁹ Aux recensements de 1851 et 1856, Mary Louis Élisée, né en 1825, imprimeur libraire, installé au 7, rue des Merciers, avec son épouse Dupuis Louise Flavie, née en 1830, libraire. En 1851, ils emploient Levert Jean-Baptiste, né en 1835, clerc typographe, et Masson Clément Thomas, né en 1837, apprenti relieur. En 1855, naît une fille Gabrielle, mais ils n'ont plus d'employés. Au recensement de 1861, leur succède un pharmacien (Malewski, né en Pologne en 1829).

⁸⁰ in « Livre Guinness des timbres » Edition N°1, 1983 par Guy Tertieaux.

⁸¹ Oberthur (1818-1893) était un imprimeur lithographe Srasbourgeois. A 32 ans, il vient s'installer à Rennes, en Bretagne, et c'est là qu'il reprend l'idée d'imprimer un carton recto-verso, avec un cahier spécial réservé aux nouvelles départementales. L'affaire prend un grand développement et l'imprimerie produira des livres scolaires, des agendas, des annuaires téléphoniques, des chèques et des obligations. Il meurt en 1924 et l'entreprise deviendra une société anonyme en 1909, puis sera dirigée par un fils : René. En 1940, 1 300 personnes sont employées et ils imprimeront même des billets de banque. A la suite de difficultés financières, une liquidation aura lieu en 1983. Trois entreprises rachèteront le fonds.

Les vitraux évoquant les deux guerres mondiales dans les églises de l'Oise

par Jean-Yves Bonnard, président de la Société Historique de Noyon

Premières victimes des bombardements d'églises en raison de leur fragilité, les vitraux purent être reconstitués au lendemain des Première et Seconde Guerres mondiales dans le souvenir de ceux qui les ont faites. Bien que peu présent dans les églises de l'Oise, ce souvenir a pu prendre diverses formes graphiques.

Les vitraux évoquant la Première Guerre mondiale

La création de vitraux dans les églises de l'Oise répondait soit à des commandes de la paroisse liées à un programme artistique, soit à des commandes privées ou publiques offertes à la paroisse. Dix églises de l'Oise furent ainsi pourvues de vitraux évoquant la guerre.

Les vitraux dédiqués

A Gourchelles, la grande verrière de l'église Saint-Valéry, dédiée à Sainte Jeanne d'Arc, porte dans sa partie basse les douze noms des soldats de la commune morts pour la France et l'inscription « La paroisse à ses enfants morts ».



A Broquiers, dans l'église Saint-Côme et Damien, le vitrail représentant l'archange Saint-Michel terrassant le dragon porte dans sa partie basse à gauche, une dédicace à

Michel Henri Lambert, cuirassier au 4^e Régiment de Cuirassiers, mort à Plessier-de-Roye le 9 juin 1918.

Quarante ans plus tard, une seconde dédicace a été inscrite sur la partie gauche en hommage à Francis René Joseph Grugeon, maréchal des Logis au 4^e Régiment de Dragons, tué le 11 octobre 1961 à Boussemam en Algérie.



A Méry-la-Bataille, commune fortement impactée par les combats de juin 1918, la chapelle du cimetière communal restaurée après-guerre possède deux vitraux dédiés ; le premier, associé au chemin de croix du Christ, porte l'inscription « A la mémoire des défenseurs de Méry » ; l'autre associé à la crucifixion du Christ, porte la mention « La paroisse de Méry à ses morts de la Grande Guerre 1914-1918 »

Si ces trois exemples évoquent la Grande Guerre par la simple inscription de noms ou de dédicaces, d'autres églises furent décorées de vitraux plus élaborés.



Le vitrail de l'église Saint-Pierre-ès-Liens de Ville

Cette verrière installée en 1934 dans le transept nord de l'église de Ville est dédiée à sainte Thérèse de Lisieux (1873-1897) représentée au centre entourée de sept personnages s'inclinant devant elle : de gauche à droite, une mère et sa fille, un vieillard, un soldat blessé de guerre (il a un bras en écharpe), un tirailleur sénégalais, un prêtre et un annamite. Béatifiée en 1923 et canonisée en 1925, la sainte est représentée en habit de carmélite, nimbée d'une auréole et entourée de roses (ses attributs), accompagnée d'une de ses citations : « Je veux passer mon ciel à faire du bien sur la Terre ». En bas, un cartouche porte la dédicace « En souvenir de TL 1934 RW ».

L'auteur du vitrail est Jules René Théophile Houille (1875-1948), dit René Houille⁸², ancien combattant de la Grande Guerre dans les services auxiliaires. Peintre verrier dans l'atelier de son père, Jules, à Beauvais, il a été formé au dessin à la manufacture de tapisseries puis à l'école des Beaux-Arts de Beauvais. Il réalisa les vitraux de plusieurs églises de la reconstruction dont Trosly-Loire (Aisne), Domart-sur-la-Luce et Rouvroy-en-Santerre (Somme).

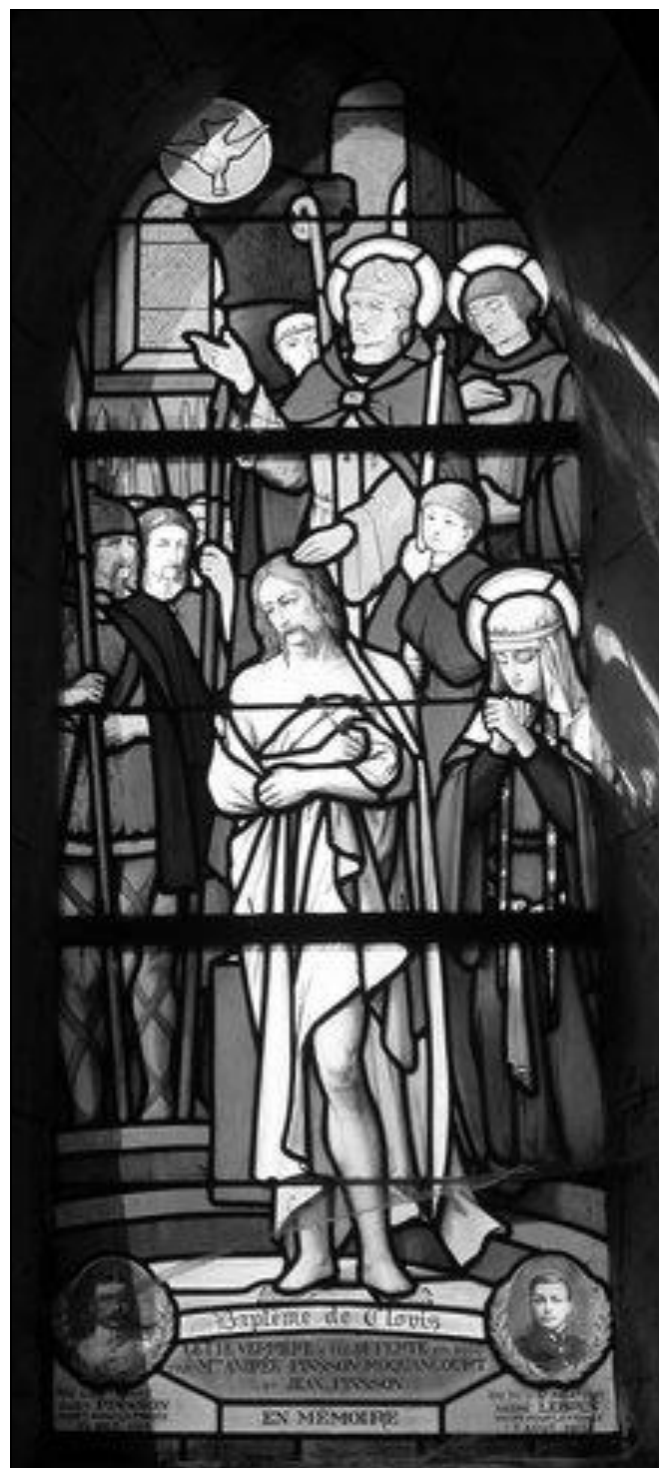


Détail du vitrail :
Le soldat blessé et le tirailleur sénégalais.

⁸² Blin Jean-Pierre, Le vitrail dans les églises de la Reconstruction (1919-1939), in Le Vitrail en Picardie et dans le Nord de la France, Engrage, 1995.

La verrière de l'église Saint-Vaast de Margny-sur-Matz

Épargnée par les combats de 1918 sur le Matz, l'église Saint-Vaast fut décorée d'un vitrail représentant le Baptême de Clovis rendant hommage à deux soldats de la Grande Guerre. Comme l'indique le cartouche situé dans sa partie basse, cette verrière a été offerte à la paroisse en 1920 par Mme Andrée Pinsson Roquancourt et Jean Pinsson en hommage à deux soldats cousins, d'une part Eugène François Grégoire Pinsson, natif de la commune, lieutenant au 115^e RI tué le 13 octobre 1918 à Billy-le-Grand (Marne), et d'autre part, André Léopold Gabriel Lebrun, maréchal-des-logis aviateur tué le 2 août 1918 au cours d'un combat aérien au-dessus de l'Aisne. Les visages des deux soldats sont insérés dans des médaillons réalisés à partir de photographies et entourés de lauriers.



Né à Saint-Léger-aux-Bois en 1896, André Léopold Gabriel Lebrun s'était engagé au 19^e Régiment de Dragons en 1915 avant de passer à l'aviation en 1917. Devenu pilote dans l'escadrille SPA 62, reçut dix citations à l'ordre de l'Armée. Maréchal des logis, André Lebrun fut abattu entre Vailly-sur-Aisne et Pontavert le 1^{er} août 1918 tandis qu'il faisait un vol de reconnaissance des ponts de l'Aisne avec le chef observateur de l'escadrille, le lieutenant Robert Brumauld des Allées.

Le vitrail de l'église Saint-Nicolas de Broyes

Petite commune de l'Oise limitrophe du département de la Somme, entre Breteuil et Montdidier, Broyes a peu souffert des bombardements de la Grande Guerre malgré sa proximité du front de la Somme en 1918 (le chœur de l'église a été reconstruit). Pour autant, le souvenir du premier conflit mondial y reste douloureux avec la perte de douze de ses 175 habitants morts au champ d'honneur. Cette verrière réalisée par le peintre-verrier parisien Raoul Lefèvre en 1937 reprend une thématique souvent présente dans l'iconographie du souvenir. Elle associe la Passion du Christ au sacrifice du soldat français dans un décor de champ de bataille marqué par les tranchées bouleversées et un ciel aux nuages sombres évoquant dans une similitude l'obscurité s'abattant sur le Golgotha et les bombardements par l'artillerie. Le Christ en croix semble porter son regard sur le soldat français mort, allongé sur le dos dans sa tenue bleu horizon, le casque Adrian posé sur le sol, le fusil dans sa main droite où apparaît sa plaque d'identification. Sur le col de la capote du soldat est inscrit le chiffre 16 et son casque porte la grenade de l'infanterie. La Sainte Vierge, regarde son fils agonisant sur la croix et désigne de la main le soldat expirant dans un mouvement d'intercession. A ses côtés, une femme à genoux, couverte du voile sombre du deuil, prie pour le défunt, son fils ou son mari. Cette association mystique donne à entendre que le soldat s'est sacrifié pour défendre son pays, la civilisation et l'Eglise. Son salut est assuré par le Christ mort sur la croix pour racheter les péchés du monde grâce à l'intercession de la Vierge Marie. Dans la partie basse de la verrière, une représentation d'une châsse reliquaire porte l'inscription « Pour l'Humanité ».

Le maître verrier parisien, Raoul Lefèvre, est l'auteur de plusieurs vitraux en Picardie dont ceux de l'église Saint-Pierre de Montdidier, d'Hargicourt, de Caix et de Piennes (Somme).



Détail du vitrail :
Pour l'Humanité

Le vitrail de l'église Saint-Clément de Genvry

Détruite durant la Première Guerre mondiale, l'église Saint-Clément de Genvry fut reconstruite jusqu'en 1925. Ce vitrail installé dans la chapelle nord fut réalisé par Georges Merklen. Ancien élève de l'École nationale des Beaux-Arts de Paris, il avait racheté en 1919 le fonds de l'atelier de verriers de Jean Clamens à Angers puis en 1923 celui du maître-verrier parisien François Haussaire. Il est l'auteur de vitraux à Etriché (1921), Saint-Jean-sur-Vilaine (1922), Saint-Jean-des-Champs (1922), Monsurvent (1923) ou Dinan (1924). Il réalisa la même année une Résurrection pour l'église de Genvry. Le vitrail de Genvry fut sans doute l'un des derniers qu'il ait réalisés en raison de sa mort brutale en 1925. La signature du peintre-verrier figure en bas à gauche du vitrail tandis que la date de création, 1925, figure dans le coin droit. Cette Vierge de Pitié porte un soldat mort d'une balle dans le front enveloppé dans le drapeau régimentaire au chiffre du 42^e Bataillon de Chasseurs à Pied. L'histoire de la commune est liée à celle du bataillon : en août 1918, le 42^e BCP associé au 44^e BCP et au 11^e Bataillon de Chasseurs Alpins au sein du 17^e Groupe de Chasseurs participa à l'offensive de l'Oise à Mareuil-la-Motte (13 août), au Plémont (21 août) et Genvry-Senicourt (30 août – 3 septembre). Cette action lui valut une citation à l'ordre de la III^e Armée : *« Unité d'élite dont la valeur militaire n'a cessé de s'affirmer sur tous les champs de bataille : en Lorraine, à Courbesseaux ; en Artois, à Carency ; dans la Somme, près de Montdidier. Vient encore, pendant la période offensive du 12 août au 10 septembre 1918, et notamment dans les assauts devant Genvry - Senicourt, de faire preuve, sous l'énergique impulsion de son chef, le commandant de Tessières, d'un superbe élan offensif et du plus magnifique esprit de discipline et de sacrifice »*. Neuf corps de soldats du 42^e BCP tués à Genvry les 30 et 31 août 1918 sont enterrés dans les nécropoles nationales de Noyon et de Cuts.



Détail du vitrail :
le soldat français mort
et la Vierge de Pitié.

Le vitrail de l'église Saint-Eloi de Carlepont

Détruite durant la Première Guerre mondiale, l'église de Carlepont fut classée le 14 février 1928 au titre des monuments historiques pour les vestiges de son chœur. Reconstituée en 1930, elle possède deux vitraux se faisant face dans chaque collatéral, évoquant la Grande Guerre, l'un présentant l'église avant guerre, l'autre représentant une scène d'histoire de la commune : les combats au cœur du village en septembre 1914. Ce dernier vitrail représente le Christ tenant la main d'un soldat du 2^e Zouaves blessé à mort agonisant, dans un décor plus tardif de la guerre de position marqué par les tranchées, les chevaux de frise et les fils barbelés, les ruines de l'église dans les flammes.

En effet, Carlepont passa aux mains allemandes sans combat le matin du 31 août 1914 et le demeura jusqu'au repli lié à la bataille de la Marne. Le village redevint français le matin du 14 septembre 1914 (103^e RI) mais subit ses premiers bombardements : la riposte allemande s'organisait. Le 16 septembre, en matinée, les troupes allemandes parvinrent à reprendre le village. Carlepont devint dans la soirée le siège de violents combats à l'arme blanche. Les zouaves parvinrent à reprendre le village mais ne purent conserver leur position le lendemain.

Le 18 septembre, vers 8h00 du matin, Carlepont tombait aux mains allemandes, les Français tenant une partie de Tracy-le-Val. Les batteries d'artillerie françaises, quant à elles, prirent position sur les hauteurs de Tracy-le-Mont et tirèrent régulièrement sur Carlepont.

Ce vitrail portant comme titre « Aux défenseurs de Carlepont – offert par la population 1934 » indique qu'il a été financé par souscription publique pour le vingtième anniversaire des combats dans la commune.

Ce vitrail commémoratif a été réalisé par l'atelier du maître vitrier René Houille qui signa l'œuvre en bas à droite.



Les vitraux de l'église

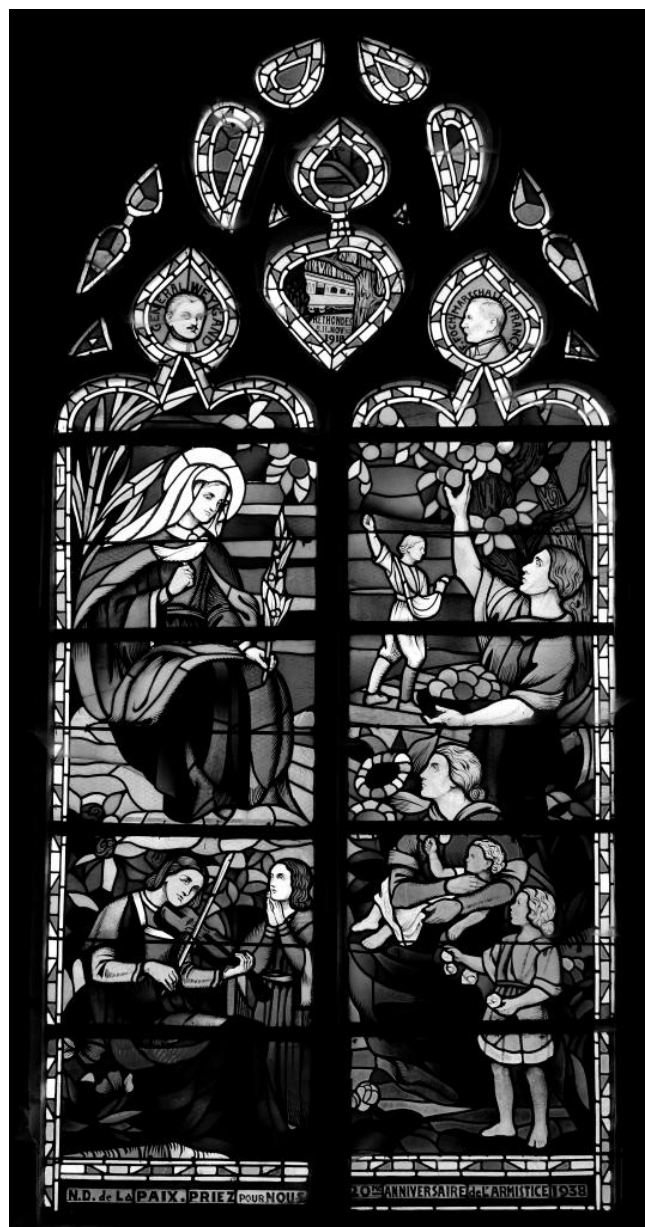
Saint-Pierre et Saint-Paul de Rethondes

L'église de Rethondes possède deux verrières évoquant la Première Guerre mondiale.

La première fut installée en 1938 pour le vingtième anniversaire de l'Armistice dans le chœur de l'église. En effet, la clairière de l'Armistice, située en forêt de Compiègne, est souvent considérée comme appartenant au territoire communal de Rethondes. En outre, la veille du jour historique, le Maréchal Foch et son aide de camp le général Weygand assistèrent à une messe dans cette église. Vingt ans après, le Père Martinet lança une souscription et organisa une kermesse afin de réunir les fonds nécessaires à la création, au-dessus du maître-autel, d'un vitrail à l'invocation de Notre-Dame de la Paix. Réalisée par l'entreprise Vosch pour un coût de 5 350 francs, la verrière est composée de deux panneaux principaux représentant Notre-Dame de la Paix (qui tient dans sa main gauche un rameau d'olivier et porte sur sa main droite une colombe) accompagnée de sept personnages : un violoniste et un chanteur, une mère avec ses deux enfants, un semeur et une cueilleuse.

Ces panneaux sont surmontés de 16 vitraux de petites tailles dont trois évoquent le 11 novembre 1918 : à gauche, le général Weygand avec son nom ; à droite, le profil gauche du maréchal Foch avec l'inscription « F. Foch Maréchal de France » ; au centre, le wagon de l'armistice avec l'inscription « Rethondes 8-11 novembre 1918 ».

Le vitrail commémoratif porte en légende l'inscription « N.D. de la Paix, Priez-pour Nous, 20^e anniversaire de l'Armistice, 1938 ». Le maître-verrier belge, Julien Vosch (1885-1964), installé à Montreuil, est l'auteur de nombreux vitraux durant l'entre-deux-guerres notamment à Braine (Aisne), à Quéant ou Hébuterne (Pas-de-Calais).



La seconde verrière évoquant la Grande Guerre est à l'invocation de saint Hubert, saint patron des chasseurs. Tout comme la verrière précédente, ce vitrail est composé de deux panneaux principaux surmontés de vitraux plus petits.

Saint Hubert est représenté le genou au sol, l'arbalète sur le côté droit et l'épée sur le côté gauche. Il avance une main vers un cerf sortant de la forêt et portant entre ses bois une croix lumineuse.

Il est entouré de deux veneurs, sonnant la trompe et battant les buissons, et de deux chiens en arrêt.

Le vitrail porte en légende l'inscription « St Hubert St patron des chasseurs PPNA 1945 » et rappelle ce Vendredi Saint au cours duquel saint Hubert, négligeant ses devoirs de chrétien pour s'abandonner au plaisir de la chasse, entendit la parole divine.

Les trois vitraux qui surmontent les deux panneaux principaux figurent à gauche Jeanne Hachette, au centre Jean-Marie Vianney dit le Curé d'Ars, et à droite Georges Guynemer. L'auteur du carton a donc associé à saint Hubert deux légendes de l'Oise, l'héroïne de Beauvais et le héros de Compiègne « disparu en plein ciel de gloire » en 1917, tous deux considérés comme des chasseurs. Ce vitrail pourrait avoir été offert non par PPNA mais par l'APNA, l'Association des Professionnels Navigants, fondée en 1927 par Joseph Sadi-Lecointe (1891-1944), aviateur natif de la Somme à qui un groupe de chasseurs rendit hommage le 3 novembre 1938, jour de la Saint-Hubert. Sept ans plus tard, l'abbé Martinet célébra la messe inaugurale du vitrail.



*Vitrail représentant
Georges Guynemer*



*Vitrail représentant
Jeanne Hachette*

Le vitrail de l'autel des soldats de l'église Saint-Louis de Ressons-sur-Matz⁸³

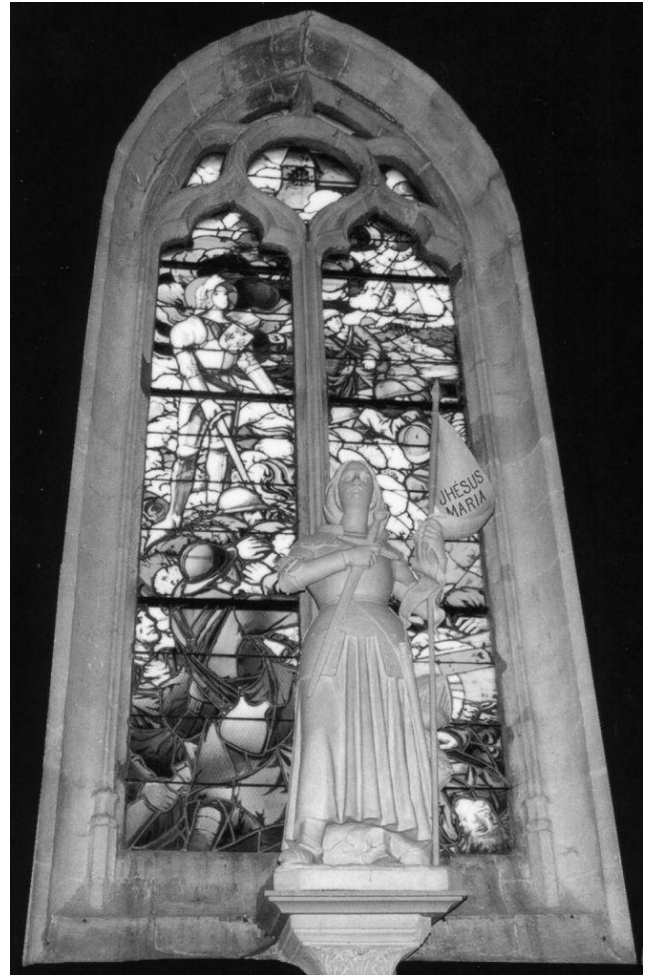
L'église de Ressons-sur-Matz ayant été endommagée durant la Première Guerre mondiale, le chantier de reconstitution des vitraux s'étendit de 1928 à 1933. Les sujets d'inspiration sont multiples (saint Louis, Louis XIII, la Sainte Famille, Notre-Dame de l'Épine, Notre-Dame de Bermont et Jeanne d'Arc, saint Joseph) et seul l'un d'entre eux évoque la guerre venant de s'achever.

En avril 1930, un appel à souscription pour la création d'un vitrail en l'honneur des soldats de la Grande Guerre fut lancé dans le bulletin paroissial de Ressons-sur-Matz par le curé Prosper Lefèvre : *« Nous avons l'intention de placer au-dessus de l'autel des soldats, un vitrail qui rappelle spécialement l'héroïsme et la vaillance des enfants du pays, les souffrances et les ruines de Ressons pendant la guerre (...) Ce vitrail, nous vous le réservons ! Ne trouvez-vous pas en effet qu'un pareil vitrail ne peut être offert que par les habitants de la paroisse et par ceux que rattachent à la paroisse les liens du souvenir ? Aussi une souscription est ouverte pour le vitrail de l'autel des soldats. Vous donnerez votre obole généreuse en témoignage de reconnaissance pour vos chers enfants tombés au champ d'honneur (...) »*

Ce vitrail fut réalisé en 1930 par Paul Louzier (1882-1953), maître-verrier originaire de Sens (Yonne), élève de Luc-Olivier Merson. Ce vitrail fut installé dans la fenêtre au-dessus de l'autel des soldats au-dessus duquel trône une statue de Jeanne d'Arc. Il représente Jeanne d'Arc en armure (avec le heaume, l'épée et l'écu aux deux fleurs de lys) guidant les soldats français au combat, en tenue bleu horizon, dans les tranchées. Huit soldats sont représentés, tirant au fusil,

lançant une grenade, se protégeant des éclats ou aidant l'un d'entre eux blessé.

Dans le vitrail central de la partie haute est dessiné le toit de l'église de Ressons-sur-Matz perforé par un obus. Ce vitrail fut béni solennellement le 11 novembre 1930.



Détail du vitrail :
soldat aux musettes se protégeant.

⁸³ Caillaud Marthe, La reconstitution de l'après-guerre 1914-1918 : les vitraux de l'église de Ressons-sur-Matz, in annales historiques compiégnaises n°47-18, 1991.

Les vitraux évoquant la Seconde Guerre mondiale

Malgré les nombreux bombardements allemands puis alliés qui ont affecté les églises des principales villes de l'Oise, peu de vitraux évoquent la Seconde Guerre mondiale. Cette baisse peut s'expliquer par le repli du sentiment religieux et par des orientations artistiques plus symboliques et moins populaires.

Vitrail de l'église Saint-Denis de Rémy

Réputée pour les vitraux de l'abbé Deligny (1808-1887), auteur autodidacte de verrières de verres colorés à Jonquières, Canly Bouillancy et Rémy, l'église Saint-Denis possède un vitrail contemporain rappelant les destructions provoquées par l'explosion d'un train allemand. Dans l'après-midi du 2 août 1944, un convoi de marchandise allemand arrêté en gare de Rémy fut mitraillé par quatre P51 Mustang de la 8^e US Air Force (364 Fighter Group 383 Fighter Squadron). Après une première attaque infructueuse de la patrouille de quatre avions du captain Marvin W. Glasgow, la seconde attaque des quatre avions atteignit sa cible ; ils touchèrent le train transportant... des explosifs. Les tirs du deuxième avion provoquèrent une explosion formidable. Pris dans l'action, le pilote du troisième avion ne parvint pas à se dégager. Son avion explosa et alla s'écraser à quelques centaines de mètres de la gare, dans une rue du village. Le corps du Lieutenant Houston Lee Braly Junior, pilote d'origine américaine, en partie carbonisé, fut transporté dans un bâtiment proche du crash. Le fleurissement de son corps par la population fut reproché par l'autorité allemande qui fit retirer les bouquets et exigea une inhumation dans le cimetière communal sans autre cérémonie. Dans le village, le bilan de l'explosion était lourd : une tranchée profonde de 4 mètres et longue d'une centaine de mètres remplaçait la voie ferrée. Le site de la gare, dont l'horloge était bloquée à 17h30, et les dépôts de planches de la scierie étaient détruits. Toutes les maisons du village furent endommagées par les effets de l'explosion : toits soufflés, murs abattus, vitres brisées... par les projections de débris. Des morceaux de rails furent retrouvés à plus d'un kilomètre du lieu

d'impact... La commune recensa de nombreux blessés dans la population civile et déplora la mort du jeune Denis Coupelle, 14 ans, tué par un rail projeté. Durant les années 1950, des restaurations importantes furent menées par l'atelier Stevens. En août 1994, un ami du pilote Braly rendit visite à Rémy et émit l'idée de restaurer les verrières et de créer des vitraux commémorant la journée de 1944 en remplacement de la verrière en verre blanc installée après-guerre. Deux associations furent alors créées : « Windows for Rémy » par les vétérans de la 383rd Fighter Squadron aux Etats Unis et « La Sauvegarde du patrimoine de Rémy » dans la commune en septembre 1995. Une souscription fut lancée outre-Atlantique qui permit de réunir plus de 200 000\$. Après l'approbation des Monuments historiques, l'atelier Fabrice Courageux, de Crèvecœur-le-Grand, fut sélectionné pour réaliser le vitrail et la société Lanfry pour la réfection de la maçonnerie des fenêtres. Les travaux débutèrent en octobre 1999 et s'achevèrent en juin 2000. Le vitrail fut inauguré le 29 juillet 2000 lors d'une cérémonie hommage au Lieutenant Braly et au capitaine d'aviation Jean Lacombe, tombé sur la commune lors d'un combat aérien le 21 mai 1940.



Le vitrail de l'église Saint-Médard de Salency

Ce vitrail intitulé « Reconnaissance à saint Médard » installé dans l'église Saint-Médard de Salency a pour origine une initiative de l'abbé André Gicquel, curé de cette paroisse de 1938 à 1947. Le jour des communions solennelles de 1944, l'abbé Gicquel annonça en chaire le projet de réalisation d'un vitrail en remerciement de la protection apportée par Saint-Médard durant le conflit. Il lança une souscription paroissiale et fit réaliser le dessin de la verrière par un artiste amateur de Salency, Albert Feuvrier⁸⁴.

Le carton représente dans sa partie haute saint Médard accordant sa protection au village de Salency, représenté par sa chapelle, son église et ses maisons, et à ses habitants, représentés par le laboureur et le soldat, en tenue de 1940, de retour des camps allemands. Les deux hommes sont de dos et observent, au-dessus du village, saint Médard bénissant les lieux, apparaissant dans une mer de nuages cotonneux et nimbé de rayons de soleil.

Le dessinateur met l'accent sur le retour du prisonnier, sujet des prières des paroissiens, lequel remercie à bras ouverts le saint patron du village. Cette thématique peut surprendre au regard de l'histoire de Salency marquée par la rafle de vingt de ses hommes le 20 juillet 1944, dont plusieurs d'entre eux décéderont soit dans le bombardement de la gare de Compiègne où ils travaillaient, soit dans les camps de déportation. L'immense majorité des Français ignorait les conditions de survie dans les camps de déportés, aussi les prisonniers de l'an 40, de retour après quatre ans de captivité en Allemagne, furent-ils accueillis parfois avec plus de sollicitude que les déportés d'août 44.

Ce vitrail fut réalisé par René Houille, maître verrier beauvaisien, en 1946. Ce dernier réalisa durant l'entre-deux-guerres les vitraux commémoratifs des églises de Ville (1934), Babœuf (1937), Domart-sur-la-Luce

(Somme), de Trosly-Loire (Aisne) et de Méricourt (Pas-de-Calais).



Détail du vitrail : le prisonnier de guerre remerciant saint Médard.

⁸⁴ Indication de Bertrand Triboux.

Le vitrail de l'église Saint-Antoine de Compiègne

Dans l'église Saint-Antoine de Compiègne, un vitrail, œuvre des peintre et vitrier Tournel et Sellier, représente l'archange Saint-Michel et la ville de Compiègne. Dans la partie basse figurent la date « 25 juin 1944 » et la phrase « St Michel nous a protégés ». Cette réalisation fait suite au vœu formulé le 25 août 1944 par le chanoine Delvigne, archiprêtre de Compiègne, lors d'une célébration en l'église Saint-Jacques en présence du clergé et du conseil municipal réunis. La ville subissait alors des bombardements alliés notamment sur la gare. Le dépôt des machines fut ainsi touché le 11 juin 1944, puis les voies ferrées le 21 juin. La population redoutait la réédition des destructions faites en 1940 au cœur de la ville. En implorant la protection divine, le chanoine Delvigne fit le vœu de renouer avec la tradition du pèlerinage au sanctuaire de Notre-Dame de Bon-Secours. Chaque 15 août, les trois paroisses se rendraient en actions de grâce au sanctuaire local⁸⁵. La réalisation de ce vitrail fut lancée par le curé J-M Baudoux et financée par souscription paroissiale.



Le vitrail de l'église de Sainte-Geneviève

Cette verrière dédiée à Sainte-Geneviève, dans l'église de la commune éponyme, rend hommage à Maurice André Louis Deldique, capitaine au 45^e RI, tué à l'ennemi le 26 mai 1940 entre Rouelx et Mastaing (Nord). L'inscription « Sainte-Geneviève Protège-nous » accompagne la figure de la sainte.

Dix églises de l'Oise évoquent la Première Guerre mondiale par leurs vitraux contre seulement quatre pour la Seconde Guerre mondiale. Ce déséquilibre peut s'expliquer par une dégradation de la piété religieuse après la dernière guerre, par des raisons sociétales, esthétiques ou de modes, mais aussi par la forte mortalité de la guerre de 14 qui a touché plus de familles.



⁸⁵ Poirmeur André, Compiègne 1939-1945, 1968.